

2026

Le rapport annuel de la
représentante spéciale sur les
questions de genre

NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE: ÉGALITÉ DES GENRES DANS LA RÉGION DE L'OSCE

RAPPORT DE 2026 SUR LE GENRE :

***Ne laisser personne pour compte : égalité des genres dans la
région de l'OSCE***

PRÉSENTÉ PAR L'HONORABLE D^{RE} HEDY FRY

REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DE L'AP OSCE SUR LES QUESTIONS DE GENRE

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ: L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ne fait aucune déclaration ni garantie, exprimée ou implicite, quant à l'exhaustivité et à la fiabilité de ce rapport et des données qu'il contient.

INTRODUCTION

En 2025, la communauté internationale s'est réunie pour marquer deux moments décisifs pour l'égalité entre les genres, c'est-à-dire le 30^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et le 25^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Ces anniversaires ont donné l'occasion de réfléchir collectivement et de faire l'état des lieux sur les progrès réalisés au cours des trois dernières décennies. Le portrait donne à réfléchir. Bien qu'un certain degré d'amélioration ait été enregistré depuis 1995, les progrès au chapitre de l'égalité des genres ont stagné, voire reculé, dans de nombreux États participants de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe ces dernières années. Comme indiqué dans mon rapport 2025 sur le genre, une réaction de plus en plus négative contre l'égalité des genres menace les progrès durablement faits dans la région. Cela dit, l'année dernière, la communauté internationale a dynamisé son engagement en faveur de l'égalité des genres et a donné un nouvel élan à ses efforts pour relever les défis persistants et émergents qui nuisent à la pleine réalisation de l'égalité des genres et des droits des femmes dans le monde entier.

Les avantages de l'égalité des genres sont incontestables, les études montrant une forte corrélation entre des niveaux plus élevés d'égalité des genres et un environnement de sécurité plus stable, tant au niveau national qu'international. En outre, les éléments probants tirés des efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix montrent systématiquement que la protection des droits des femmes et leur participation effective aux processus de paix sont essentielles pour parvenir à une paix durable et renforcer la cohésion sociale. L'égalité des genres et la démocratie se renforcent mutuellement, chacune favorisant la résilience et l'inclusion de l'autre¹. L'égalité des genres n'est donc pas une question périphérique, mais un impératif stratégique qui est au cœur des trois dimensions de l'OSCE. En ma qualité de représentante spéciale de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP OSCE) sur les questions de genre, je soutiens activement la promotion de l'égalité des genres dans la région depuis 2010.

Il est important de comprendre ce que l'on entend par égalité des genres. Pour citer la Commission européenne, en termes simples, « l'égalité de genre profite à tous : il s'agit de tirer pleinement parti du potentiel des femmes et des hommes, au profit de la société tout entière² ». En tant que représentante spéciale de l'AP OSCE sur les questions de genre, je fais également la promotion de l'égalité des genres pour les personnes de la diversité sexuelle et de genre. Alors que les femmes et les filles de la région de l'OSCE continuent d'être désavantagées par rapport aux hommes et aux garçons en ce qui concerne la plupart des indicateurs économiques, sociaux et politiques, une attention croissante est accordée aux domaines où les hommes et les garçons

¹ Voir Ted Piccone, *Democracy, gender equality, and security*, Policy Brief, Brookings, septembre 2017.

² Commission européenne, *Stratégie en faveur de l'égalité de genre 2026-2030*, 2026.

accusent un retard, notamment en ce qui concerne certains indicateurs de résultats en matière d'éducation et de santé. De plus, la recherche a montré que les normes et les attentes restrictives en matière de masculinité peuvent avoir des répercussions négatives sur le bien-être des hommes et des garçons, ce qui souligne la nécessité d'adopter une approche globale de l'égalité des genres. Certaines organisations et certains chercheurs ont souligné ce qu'ils décrivent comme une « crise des garçons » et ont indiqué qu'ils s'inquiétaient que le fait de ne pas relever ces défis pourrait faire en sorte que les garçons deviennent plus vulnérables à l'influence des communautés en ligne misogynes, souvent appelées la « manosphère ». Les organisations et les experts font également valoir que le fait de ne pas relever les défis propres aux garçons nuit à l'égalité des genres.

Mon rapport de cette année cherche à approfondir ces questions importantes. Pour y parvenir, il met l'accent sur la santé et l'éducation et examine les différentes façons dont les femmes et les filles et les hommes et les garçons sont désavantagés dans ces domaines. Il est essentiel de comprendre les différentes expériences des femmes et des filles et des hommes et des garçons dans ces domaines et dans d'autres pour veiller à ce que les responsables des politiques soient bien placés pour élaborer des outils visant à favoriser l'égalité des genres au profit de l'ensemble de la société.

Mon rapport comporte trois parties. La première partie commence par donner un aperçu de certaines disparités entre les genres dans la région de l'OSCE qui touchent principalement les femmes, les filles et les personnes de la diversité sexuelle et de genre, avant de se pencher sur les domaines de préoccupation liés à l'éducation et à la santé, où les hommes et les garçons et les femmes et les filles connaissent des disparités entre les genres différentes, mais tout aussi importantes. Cette partie présente également les résultats d'enquêtes sur les stéréotypes liés au genre dans la région de l'OSCE et examine comment les normes restrictives de masculinité peuvent influencer sur la vie et le bien-être des garçons et des hommes. La section se termine par des recommandations aux gouvernements et aux parlementaires des États participants de l'OSCE sur les moyens de combler les écarts entre les genres de manière inclusive.

La deuxième partie propose un aperçu de mes activités et initiatives à titre de représentante spéciale de l'AP OSCE sur les questions de genre en 2025-2026. Enfin, la troisième partie présente des données sur l'équilibre entre les genres au sein du Bureau et du Secrétariat de l'AP OSCE, des statistiques sur la participation des femmes aux réunions statutaires, aux missions d'observation électorale et aux commissions spéciales de l'AP OSCE, ainsi que des renseignements sur la représentation des femmes dans les parlements nationaux des États participants de l'OSCE.

À une époque où les valeurs et les institutions démocratiques subissent une pression croissante du clivage, de la désinformation et des tendances autoritaires partout dans le monde, la promotion de l'égalité des genres, d'une manière qui profite à tous les genres, revêt un caractère urgent supplémentaire. Le renforcement de l'égalité des genres est essentiel pour protéger la

démocratie et la sécurité, en plus d'être une condition nécessaire pour assurer un avenir plus inclusif, plus sûr et plus juste pour tous dans la région de l'OSCE.

PARTIE I : ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES DANS LA RÉGION DE L'OSCE

APERÇU

Malgré des efforts nationaux soutenus et des engagements internationaux, les progrès en matière d'égalité des genres restent inégaux dans la région de l'OSCE. Selon le *Global Gender Gap Report 2025*, qui mesure les disparités entre les genres en fonction de quatre composantes, c'est-à-dire la participation et les possibilités économiques, le niveau de scolarité, la santé et la survie, et l'autonomisation politique, un seul État participant à l'OSCE, l'Islande, a comblé plus de 90 % de l'écart global entre les genres. En moyenne, la parité au sein de la région de l'OSCE a été inférieure à 75 % en 2025. Cette année-là, l'Amérique du Nord avait comblé environ 75,8 % de son écart entre les genres, tandis que l'Europe se situait à 75,1 %. L'Asie centrale, qui, dans le *Global Gender Gap Report*, comprend 7 membres de l'AP OSCE, avait comblé 69,8 % de cet écart³.

Comme on l'a vu plus haut, les femmes et les filles continuent d'accuser un retard par rapport aux hommes et aux garçons pour bon nombre d'indicateurs. Par exemple, les inégalités économiques restent l'un des défis les plus persistants et les plus structurellement ancrés auxquels font face les femmes dans la région de l'OSCE. De multiples indicateurs montrent que les femmes continuent de faire face à un nombre supérieur d'obstacles que les hommes pour entrer sur le marché du travail. Au sein de l'Union européenne (UE), en 2024, le taux d'emploi pour les hommes âgés de 20 à 64 ans était de 80,8 %, comparativement à 70,8 % pour les femmes du même groupe d'âge⁴. En 2025, le Canada a enregistré un écart plus étroit entre les genres en matière de taux d'emploi, le taux d'emploi des femmes de 15 à 64 ans s'établissant à 71,4 % en 2025, comparativement à 74,2 % pour les hommes du même groupe d'âge⁵. Lorsque les femmes occupent un emploi, elles continuent de gagner moins que les hommes en moyenne. En 2024, les femmes dans l'ensemble de l'UE gagnaient environ 77 % des revenus annuels des hommes. Au cours de la même année, au Canada, les femmes gagnaient 87 cents pour chaque dollar gagné par les hommes⁶. Ces écarts au chapitre des revenus annuels s'accumulent au cours de la vie professionnelle d'une femme, ce qui entraîne des écarts de pension importants et des taux plus élevés de vulnérabilité économique chez les femmes plus âgées.

Il existe beaucoup d'autres exemples d'inégalités entre les genres touchant les femmes et les filles. Fait important, les femmes continuent d'être sous-représentées dans les instances politiques et économiques de la région de l'OSCE. En 2024, les femmes de l'UE occupaient

³ Forum économique mondial, *Global Gender Gap Report 2025 : Insight Report*, juin 2025. Des 57 pays membres de l'AP OSCE, 49 figurent dans l'indice 2025.

⁴ Eurostat, *Women at work : a snapshot of EU's gender employment gap*, 3 mars 2026.

⁵ Statistique Canada, *Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi selon le genre, données annuelles*, base de données, consultée le 21 janvier 2026.

⁶ Gouvernement du Canada, *Faits, statistiques et incidence : égalité des genres*.

environ le tiers des sièges au parlement, des postes ministériels et des postes au sein des administrations municipales ou locales. Une tendance semblable est observée dans les espaces décisionnels du secteur privé, où les femmes occupaient environ le tiers des postes de direction dans les grandes entreprises⁷.

Les disparités entre les genres persistent également au chapitre de l'accès aux technologies et des possibilités numériques. À l'échelle mondiale, 235 millions de femmes de moins que d'hommes utilisent un service Internet mobile⁸. De plus, les femmes et les filles doivent souvent composer avec un accès plus limité aux ressources numériques domestiques communes et à la connectivité Internet. Ces disparités peuvent restreindre la participation au niveau de l'éducation, de l'emploi et de la vie publique, qui repose de plus en plus sur l'accès aux plateformes numériques.

En outre, les femmes continuent d'être touchées de façon disproportionnée par la violence fondée sur le genre. En moyenne, 30 % des femmes de l'UE ont subi des violences physiques ou sexuelles à l'âge adulte⁹. Au Canada, « [e]n 2025, la prévalence des agressions sexuelles au cours des 12 précédents mois était trois fois plus élevée chez les femmes (3,2 %) que chez les hommes (1,1 %) ¹⁰ ». Dans le même ordre d'idées, les personnes LGBTQ+ dans de nombreux pays européens sont de plus en plus touchées par des actes de violence et des crimes motivés par l'orientation sexuelle perçue, l'identité de genre et/ou l'expression de genre¹¹.

Dans la même veine, comme je l'ai souligné dans mon rapport 2025 sur le genre, plusieurs pays de la région de l'OSCE ont été témoins de tentatives délibérées et destructrices de la part de dirigeants et de mouvements politiques de porter atteinte au droit des personnes, dont les femmes, les filles et les personnes LGBTQ+, de prendre librement des décisions concernant leur corps, leur sexualité et leur reproduction.

En ce qui concerne plus particulièrement les inégalités auxquelles sont confrontées les personnes LGBTQ+, dans une déclaration d'octobre 2025, Graeme Reid, expert indépendant des Nations Unies chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, a exprimé sa préoccupation face à un « schéma croissant d'initiatives législatives qui portent atteinte aux droits des personnes LGBTQ+ et de

⁷ Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), [Power in European Union in 2025 edition](#), Gender Equality Index, base de données, consultée le 8 avril 2026.

⁸ GSMA, [The Mobile Gender Gap Report 2025](#), mai 2025.

⁹ EIGE, [Proportion \(%\) of women who have experienced violence by any perpetrator during adulthood, by type of violence](#), base de données sur les statistiques sur le genre, 2021, consultée le 8 avril 2026.

¹⁰ Statistique Canada, [Différences entre les genres observées dans les expériences de violence et de comportements sexuels non désirés au Canada, 2025](#), 31 mars 2026.

¹¹ ILGA-Europe, [Annual Review of the Human Rights Situation of Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex People in Europe and Central Asia 2025](#), 2025.

celles et ceux qui les défendent [TRADUCTION] », notamment dans certains États membres de l'UE et des pays candidats. Il a souligné que certaines lois « ont cherché à restreindre les libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association, ainsi que le droit à l'éducation, en limitant l'expression publique de l'identité ou l'accès à l'information sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre[TRADUCTION] ». M. Reid a également mis en lumière des efforts, dans certains pays, visant à « codifier des définitions binaires et excluantes du sexe et du genre [TRADUCTION] », limitant ainsi l'accès à la reconnaissance juridique pour les personnes trans et de genre divers¹².

Malgré l'adoption par l'UE et le Canada de stratégies visant à promouvoir l'égalité des personnes LGBTQ+¹³, de nombreuses personnes LGBTQ+ continuent de subir des difficultés disproportionnées. Par exemple, au Canada, 13 % des personnes en situation d'itinérance s'identifient comme LGBTQ+, alors que les personnes de diversité sexuelle et de genre ne représentent qu'environ 4 % de la population canadienne¹⁴. Dans le même ordre d'idées, de nombreux pays européens indiquent que les personnes LGBTQ+ continuent de faire face à de la discrimination en matière d'emploi, ce qui a des répercussions importantes sur leur vie. Ainsi, les personnes LGBTQ+ peuvent « cacher leur identité au travail pour éviter les préjugés, disposant de peu ou pas de recours pour faire face à la discrimination en milieu de travail¹⁵ » [Traduction].

Il est donc évident que les femmes et les filles, de même que les personnes de la diversité sexuelle et de genre, continuent de faire les frais de l'inégalité entre les genres. Mais reconnaître cette réalité ne nous empêche pas de reconnaître les écarts d'inégalité vécus par les garçons et les hommes, et d'en tenir compte. La section suivante du présent rapport porte sur la santé et l'éducation, qui sont parfois signalées comme des domaines où les hommes et les garçons accusent un retard. Toutefois, comme on l'expliquera plus loin, la situation est plus nuancée, les hommes et les garçons et les femmes et les filles connaissant des écarts importants en matière d'égalité au chapitre de la santé et de l'éducation.

¹² Graeme Reid, expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, [Statement on the EU LGBTQ+ Equality Strategy 2026–2030](#), 23 octobre 2025.

¹³ Voir Commission européenne, [LGBTIQ+ equality strategy 2026-2023](#); Gouvernement du Canada, [Le Plan d'action fédéral 2ELGBTQI+... Bâtir notre avenir, avec Fierté](#).

¹⁴ Gouvernement du Canada, [Faits, statistiques et impact : Communautés 2ELGBTQI+](#)

¹⁵ ILGA-Europe, [Annual Review of the Human Rights Situation of Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex People in Europe and Central Asia 2025](#), 2025.

ÉCARTS ENTRE LES GENRES AU CHAPITRE DU NIVEAU DE SCOLARITÉ ET DES RÉSULTATS D'APPRENTISSAGE

Depuis 2000, les efforts mondiaux pour élargir l'accès à l'éducation, combinés à des politiques ciblées pour promouvoir la participation des filles à l'éducation, ont considérablement réduit les écarts entre les genres au chapitre de la scolarité dans la plupart des régions du monde. Plus précisément, le nombre de pays qui ont atteint la parité entre les genres au chapitre de la scolarité a augmenté, tandis que le nombre de pays enregistrant des différences significatives entre les garçons et les filles en ce qui concerne la scolarité a diminué de manière draconienne¹⁶. Cependant, malgré ces progrès, des écarts demeurent. À l'échelle mondiale, les filles restent légèrement moins susceptibles que les garçons de s'inscrire à l'école¹⁷. De plus, en 2020, il y avait encore 259 millions d'enfants non scolarisés, dont 132 millions (51 %) de garçons¹⁸.

En même temps, dans de nombreuses régions, les filles dépassent désormais les garçons en ce qui concerne les taux d'inscription à l'école et d'achèvement des études primaires et secondaires¹⁹. Les garçons sont également plus susceptibles que les filles de redoubler à l'école primaire et de connaître des résultats d'apprentissage plus faibles à l'école primaire et secondaire²⁰. Au niveau tertiaire, les femmes sont également plus susceptibles que les hommes de faire des études et d'obtenir un diplôme d'enseignement supérieur, en particulier dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)²¹.

La section suivante examine les disparités entre les genres en matière d'inscription à l'école, d'achèvement des études et de résultats d'apprentissage aux niveaux primaire, secondaire et

¹⁶ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), [Rapport GEM 2026 : Accès et équité – Compte à rebours vers 2030](#), 2026.

¹⁷ UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

¹⁸ Près des trois quarts des 132 millions de garçons non scolarisés se trouvaient en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et en Asie occidentale. UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

¹⁹ À l'échelle mondiale, environ 39 % des filles et des jeunes femmes et 42 % des jeunes hommes n'achèvent pas le deuxième cycle du secondaire. En Afrique subsaharienne et en Asie centrale et du Sud, les filles accusent un retard par rapport aux garçons pour ce qui est de l'achèvement des études secondaires. Voir ONU Femmes et Département des affaires économiques et sociales, [Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2025](#), 2025; et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU Femmes et Plan International, [Girl Goals : What has changed for girls? Adolescent girls' rights over 30 years](#), 2025.

²⁰ UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

²¹ Organisation de coopération et de développement économiques, [Regards sur l'éducation 2024 : Les indicateurs de l'OCDE](#), Éditions OCDE, décembre 2024.

tertiaire à l'échelle mondiale et dans la région de l'OSCE. Elle fournit aussi des renseignements sur les disparités entre les genres au chapitre de la proportion des jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation. En outre, elle fait état de certaines tendances distinctes dans la façon dont les garçons et les filles avancent dans le système d'éducation partout dans le monde et dans la région de l'OSCE et comment ils entrent sur le marché du travail.

Enseignement primaire et secondaire dans la région de l'OSCE

La fréquentation scolaire et l'achèvement des études primaires et secondaires dans la région de l'OSCE sont supérieurs aux moyennes mondiales. En 2024, à l'échelle mondiale, environ 10 % des enfants n'étaient pas scolarisés au niveau primaire, 15 % au premier cycle de l'enseignement secondaire et 31 % au deuxième cycle de l'enseignement secondaire²². À titre de comparaison, en Europe, le taux de non-scolarisation était de 1 % au niveau primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire, et de 6 % au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En Amérique du Nord, 5 % des enfants n'étaient pas scolarisés au niveau primaire, 2 % au premier cycle de l'enseignement secondaire et 5 % au deuxième cycle de l'enseignement secondaire²³. En Asie centrale, 6 % des enfants n'étaient pas scolarisés au niveau primaire, 2 % au premier cycle de l'enseignement secondaire et 12 % au deuxième cycle de l'enseignement secondaire²⁴.

D'une manière générale, la parité entre les genres prévaut au chapitre de l'inscription à l'école aux niveaux primaire et secondaire dans la région de l'OSCE, à quelques exceptions près²⁵. En Amérique du Nord et en Europe, il y a plus de garçons que de filles non scolarisés au niveau primaire et au niveau secondaire²⁶. Par exemple, en Belgique, en Finlande, en Irlande et en Suède, les garçons continuent d'accuser un retard par rapport aux filles au premier cycle de l'enseignement secondaire. En ce qui concerne les inscriptions au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les données révèlent un tableau mitigé. Dans certains pays de la région de l'OSCE, les garçons ont rattrapé leur retard en termes d'inscription au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En Mongolie, par exemple, bien que 69 garçons seulement étaient inscrits au deuxième cycle de l'enseignement secondaire pour 100 filles en 2000, la parité entre

²² UNESCO, [Rapport GEM 2026 : Accès et équité – Compte à rebours vers 2030](#), 2026. Pour en savoir davantage sur ce qu'on entend par « premier cycle de l'enseignement secondaire » et « deuxième cycle de l'enseignement secondaire », voir OCDE, Union européenne et Institut de statistique de l'UNESCO, [Guide opérationnel CITE 2011 : Directives pour la classification des programmes éducatifs nationaux et des certifications correspondantes](#), 2015.

²³ UNESCO, [Rapport GEM 2026 : Accès et équité – Compte à rebours vers 2030](#), 2026.

²⁴ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), [Gender Counts Central Asia : A quantitative assessment of gender inequality and its impact on girls and boys](#), 2022.

²⁵ UNESCO, [Rapport GEM 2026 : Accès et équité – Compte à rebours vers 2030](#), 2026.

²⁶ UNESCO, [Global Education Monitoring Report 2025 : Gender Report – Women lead for learning](#), 2025.

les genres avait été atteinte en 2019²⁷. En revanche, les filles en Europe centrale et en Europe de l'Est accusent un retard par rapport aux garçons en matière d'inscription au deuxième cycle de l'enseignement secondaire²⁸. Par exemple, en 2012 au Tadjikistan, le taux d'inscription au deuxième cycle de l'enseignement secondaire était de 62 % pour les garçons et de 47 % pour les filles²⁹.

En 2024, les taux d'achèvement des études primaires et secondaires dans le monde s'élevaient à 88 % pour l'enseignement primaire, 78 % pour le premier cycle de l'enseignement secondaire et 61 % pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans la région de l'OSCE, les taux d'achèvement sont plus élevés, l'Asie centrale, l'Europe et l'Amérique du Nord ayant déclaré un taux d'achèvement de l'enseignement primaire quasi universel (100 %). L'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire est également élevé, affichant un taux d'environ 98 % à 99 % dans la région de l'OSCE. Les taux d'achèvement du deuxième cycle d'enseignement secondaire sont légèrement inférieurs, mais restent supérieurs à la moyenne mondiale, avec des taux déclarés de 87 % en Europe, de 93 % en Amérique du Nord et de 96 % en Asie centrale.

En moyenne, la parité entre les genres a été, en grande partie, atteinte au chapitre des taux d'achèvement des études primaires et secondaires dans la région de l'OSCE, à quelques exceptions près³⁰. On remarque plus particulièrement des différences au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Selon l'OCDE, « les jeunes hommes sont plus susceptibles que les jeunes femmes de ne pas être titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, la moyenne de l'OCDE étant de 14 % pour les jeunes hommes et de 11 % pour les jeunes femmes³¹ ». De son côté, l'UNESCO signale qu'en Arménie et en Albanie, les garçons accusent un retard par rapport aux filles au deuxième cycle de l'enseignement secondaire³². En revanche, au Tadjikistan, seulement 50 % des filles achèvent le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, contre 75 % des garçons³³. En règle générale, les informations de l'UNESCO montrent que les garçons non scolarisés le sont plus souvent au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans l'ensemble, dans la région de l'OSCE, 72 % de tous les garçons

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ UNICEF, [Gender Counts Central Asia : A quantitative assessment of gender inequality and its impact on girls and boys](#), 2022.

³⁰ UNESCO, [Rapport GEM 2026 : Accès et équité – Compte à rebours vers 2030](#), 2026.

³¹ OCDE, [Regards sur l'éducation 2025 : Indicateurs de l'OCDE](#), Éditions OCDE, 2025.

³² UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

³³ UNICEF, [Gender Counts Central Asia : A quantitative assessment of gender inequality and its impact on girls and boys](#), 2022.

non scolarisés en Asie centrale, 59 % en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest et 56 % en Europe centrale et en Europe de l'Est sont au deuxième cycle de l'enseignement secondaire³⁴.

Un examen des raisons pour lesquelles les enfants ne sont pas scolarisés ou ne terminent pas leurs études révèle des différences entre les genres. Selon l'UNESCO, dans les pays à revenu faible ou dont le revenu se situe dans la moyenne inférieure, les filles sont en retard sur les garçons pour ce qui est de l'achèvement des études secondaires, en partie en raison de la forte prévalence des mariages ou des grossesses chez les adolescentes. De plus, l'organisation note que, dans la plupart des pays à revenu intermédiaire et élevé, les garçons plus pauvres sont moins susceptibles que les filles de terminer leurs études secondaires puisqu'ils quittent l'école tôt pour travailler³⁵.

Résultats d'apprentissage

Les disparités entre les genres au chapitre des résultats d'apprentissage sont présentes à l'échelle mondiale et dans la région de l'OSCE, comme l'illustrent les tendances en matière de redoublement scolaire et les résultats des enquêtes comparatives internationales. À l'échelle mondiale, l'UNESCO a constaté que, dans 130 des 142 pays où des données sont accessibles, les garçons sont plus susceptibles que les filles de redoubler au niveau primaire, ce qui indique une progression plus faible à l'école³⁶. De même, dans les pays de l'OCDE, les filles sont 28 % moins susceptibles que les garçons de redoubler au niveau primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire³⁷. Les recherches accessibles dans l'UE indiquent également que les garçons sont plus susceptibles que les filles de redoubler une année de scolarité. Par exemple, en Slovénie, 62 % des élèves qui ont redoublé une année scolaire au cours de l'année scolaire 2019-2020 étaient des garçons. En Slovaquie, 57 % des redoublements scolaires étaient attribuables à des garçons³⁸. Outre les disparités entre les genres, des recherches ont montré que, dans les pays de l'OCDE, les élèves issus de milieux socioéconomiques défavorisés sont 50 % plus susceptibles de redoubler, même parmi leurs pairs ayant des résultats scolaires similaires. Le redoublement d'une année scolaire, qui entraîne l'inscription d'un enfant trop âgé, est un facteur prédictif de l'abandon scolaire d'un enfant, les études montrant que les normes sociales font en sorte que les adolescents vont avoir tendance à aller travailler et les adolescentes à se marier lorsqu'ils deviennent trop âgés par rapport à leur année scolaire³⁹.

Les résultats des enquêtes comparatives internationales révèlent également des disparités entre les genres et des disparités socioéconomiques. Le Programme international pour le suivi des

³⁴ UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

³⁵ UNESCO, [Rapport GEM 2026 : Accès et équité – Compte à rebours vers 2030](#), 2026.

³⁶ UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

³⁷ OCDE, [Regards sur l'éducation 2024 : Les indicateurs de l'OCDE](#), Éditions OCDE, décembre 2024.

³⁸ UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

³⁹ UNESCO, [Rapport GEM 2026 : Accès et équité – Compte à rebours vers 2030](#), 2026, p. 163.

acquis des élèves (PISA) de 2022 montre qu'en moyenne, seuls 87 garçons pour 100 filles ont atteint le niveau minimum de compétence en lecture. Les disparités entre les genres semblent être exacerbées par le statut socioéconomique, alors que, dans les pays à revenu intermédiaire, seuls 72 garçons ont atteint le niveau minimum de compétence pour 100 filles, tandis que 88 garçons ont atteint le niveau minimum de compétence pour 100 filles dans les pays à revenu élevé⁴⁰.

En ce qui concerne la numératie et les mathématiques, l'UNESCO signale que l'écart entre les genres qui a vu les filles accuser un retard par rapport aux garçons au début du millénaire a été comblé dans la moitié des 79 pays où des données sont accessibles, et avait été inversé dans un quart de ces pays en 2018. Cependant, les données de l'étude s'intitulant Trends in Mathematics and Science Study (TIMSS) révèlent un changement après la COVID-19 dans les résultats en mathématiques en faveur des garçons, ce qui suggère que la pandémie a eu des répercussions négatives disproportionnées sur les filles en ce qui concerne les apprentissages en mathématique⁴¹.

Bien que les disparités entre les genres au chapitre des résultats d'apprentissage soient préoccupantes, il convient également de souligner qu'il existe une préoccupation généralisée quant au nombre d'enfants, garçons et filles, qui n'atteignent pas les niveaux minimaux de compétence en lecture et en mathématiques. L'UNESCO qualifie cette situation de crise de l'apprentissage, notant qu'en 2017, 58 % des enfants et des adolescents dans le monde n'atteignaient pas le niveau minimum de compétence en lecture⁴² et que seuls 44 % d'entre eux atteignaient le niveau de base en mathématiques en 2023⁴³.

Enseignement supérieur dans l'OSCE

Les écarts entre les genres sont évidents au chapitre des taux d'inscription et d'achèvement des études supérieures dans le monde entier. En 2019, l'UNESCO estimait à 88 le nombre d'hommes inscrits au niveau des études supérieures pour 100 femmes⁴⁴. Un examen plus approfondi des données accessibles révèle également un écart entre les genres dans le type d'études supérieures suivies. Par exemple, une analyse réalisée en 2024 par l'UNESCO dans environ 40 pays où des données sont accessibles a révélé qu'il y avait environ 80 jeunes hommes inscrits à l'université pour 100 jeunes femmes. En revanche, dans les 40 mêmes pays, 80 jeunes femmes étaient inscrites à une formation professionnelle pour 100 jeunes hommes⁴⁵. En outre, des études

⁴⁰ UNESCO, [Global Education Monitoring Report 2025 : Gender Report – Women lead for learning](#), 2025.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

⁴³ Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

⁴⁴ UNESCO, [Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons](#), 2022.

⁴⁵ UNESCO, [Global Education Monitoring Report 2025 : Gender Report – Women lead for learning](#), 2025.

montrent qu'il existe un fossé entre les genres au chapitre des matières que les hommes et les femmes étudient au niveau de l'enseignement post-secondaire. Les hommes ont tendance à être surreprésentés dans des domaines comme l'ingénierie, la fabrication, la construction et les TIC, et sous-représentés en éducation, en santé, en arts, en sciences humaines et sociales; l'inverse est vrai pour les femmes⁴⁶.

Bon nombre des tendances recensées au niveau mondial sont également présentes dans la région de l'OSCE. Dans l'UE, par exemple, les hommes sont sous-représentés dans l'enseignement supérieur et, lorsqu'ils s'inscrivent à un programme d'enseignement supérieur, ils ont tendance à obtenir de moins bons résultats que les femmes⁴⁷. En 2024, environ la moitié des femmes de l'UE âgées de 30 à 34 ans avaient obtenu un diplôme de d'études supérieures, contre 39 % des hommes⁴⁸. De même, dans les pays de l'OCDE, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'accéder à l'enseignement supérieur et d'obtenir leur diplôme. En 2024, 54 % des femmes âgées de 25 à 34 ans dans les pays de l'OCDE avaient un diplôme d'études de niveau supérieur par rapport à 41 % des hommes de la même catégorie d'âge⁴⁹. Les données de l'UE suggèrent également un écart marqué entre les genres dans les domaines d'études. En 2023, 75 % des diplômés dans les domaines de l'éducation, de la santé et du bien-être, des sciences humaines et des arts étaient des femmes, tandis que les hommes représentaient 66 % des diplômés dans les secteurs des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques⁵⁰.

Aux États-Unis, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à obtenir un baccalauréat depuis près de 30 ans. Alors qu'en 1995, 25 % des hommes et des femmes étaient susceptibles d'être titulaires d'un baccalauréat, en 2024, 47 % des femmes de 25 à 34 ans et 37 % des hommes du même âge avaient obtenu un diplôme de premier cycle⁵¹. Fait à noter, les femmes blanches, noires, hispaniques et asiatiques aux États-Unis étaient plus susceptibles d'être titulaires d'un baccalauréat en 2024 que leurs homologues masculins du même groupe.

Toutefois, les niveaux élevés de scolarité des femmes ne se sont pas traduits par des résultats égaux sur le marché du travail. Bien que les pays de l'OSCE aient atteint la parité entre les filles et les garçons en termes de taux d'achèvement des études primaires et secondaires, et bien que les femmes obtiennent des diplômes d'études supérieures à des taux plus élevés que les hommes, de nombreux pays de la région ont du mal à traduire le niveau de scolarité des femmes en une

⁴⁶ UNESCO, *Aucun enfant laissé pour compte : rapport mondial sur le décrochage scolaire des garçons*, 2022.

⁴⁷ Commission européenne, *Stratégie en faveur de l'égalité de genre 2026-2030*, 2026.

⁴⁸ EIGE, *Knowledge in European Union in 2025 edition*, Gender Equality Index, base de données, consultée le 8 avril 2026.

⁴⁹ OCDE, *Regards sur l'éducation 2024 : Indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, 2024.

⁵⁰ EIGE, *Knowledge in European Union in 2025 edition*, Gender Equality Index, base de données, consultée le 8 avril 2026.

⁵¹ Kiley Hurst, *U.S. women are outpacing men in college completion, including in every major racial and ethnic group*, Pew Research Center, 18 novembre 2024.

participation pleine et égale à la population active⁵². Ce décalage souligne la persistance d'obstacles structurels et culturels qui empêchent les femmes de réaliser pleinement leur potentiel économique⁵³.

Jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation

La proportion de jeunes âgés de 15 à 29 ans qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) « pourrait indiquer des problèmes émergents pour les jeunes qui passent des études au travail ». Il est important de comprendre si les jeunes font face à des défis à cet égard, car la recherche montre que si les jeunes ne sont ni scolarisés ni employés pendant une période prolongée, ils risquent de manquer des occasions d'acquérir des compétences et de l'expérience, ce qui peut avoir une incidence sur leurs perspectives d'emploi et leurs gains à long terme⁵⁴. Bien que les taux NEET puissent être influencés par les conditions générales du marché du travail, ils tiennent également compte des facteurs sociaux qui influencent les transitions entre l'école et le monde du travail, y compris les normes relatives au genre⁵⁵.

Les données de l'OCDE montrent des différences notables entre les genres au chapitre des taux NEET. En 2024, le taux moyen NEET pour les filles et les femmes âgées de 15 à 29 ans dans l'OCDE s'élevait à 14,70 %, contre 11,14 % pour les garçons et les hommes de la même catégorie d'âge. Lorsque les données sont ventilées de façon plus détaillée, elles montrent que l'écart entre les genres se creuse avec l'âge, en moyenne. Dans le cas des personnes âgées de 15 à 19 ans, le taux NEET était d'environ 8 % pour les filles et les garçons, qui ont tendance à fréquenter encore l'école à cet âge, tandis que pour les personnes âgées de 20 à 24 ans, le taux NEET était de 16 % pour les femmes et de 14 % pour les hommes. Parmi les personnes âgées de 25 à 29 ans, le taux NEET pour les femmes était considérablement plus élevé, à 20,4 %, comparativement à 11,7 % pour les hommes⁵⁶.

En ce qui concerne la région de l'OSCE, les données révèlent des différences significatives entre les pays. En 2024, par exemple, la Türkiye s'est distinguée par son écart particulièrement important entre les genres, les taux NEET atteignant environ 42 % chez les jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans, contre environ 20 % chez les jeunes hommes du même âge. En revanche, des pays

⁵² Forum économique mondial, *Global Gender Gap Report 2025 : Insight Report*, juin 2025.

⁵³ OCDE, *Regards sur l'éducation 2024 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, décembre 2024.

⁵⁴ Jaclyn Layton, Genevieve Latour et Katherine Wall, *Jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation : tendances récentes*, Statistique Canada, 1^{er} mai 2025.

⁵⁵ Les taux NEET peuvent également être plus élevés chez les personnes âgées de 25 à 29 ans, ce qui tient compte du fait qu'elles ont probablement terminé leurs études et qu'elles s'attendent à entrer sur le marché du travail. Jaclyn Layton, Genevieve Latour et Katherine Wall, *Jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation : tendances récentes*, Statistique Canada, 1^{er} mai 2025.

⁵⁶ OCDE, *Jeunes déscolarisés sans emploi (NEET)*, base de données, consultée le 9 avril 2026.

comme la Suède, la Norvège et les Pays-Bas ont signalé des taux NEET inférieurs ou égaux à 10 %, avec quelques variations entre les genres, les jeunes femmes s'en sortant mieux dans certains cas et les jeunes hommes dans d'autres⁵⁷.

Dans d'autres pays européens de l'OSCE, un autre tableau se dessine. En Espagne, les taux NEET chez les personnes âgées de 20 à 24 ans ont atteint environ 21 % chez les hommes et 17 % chez les femmes en 2024. La même année et pour le même groupe d'âge, la France a déclaré des taux NEET de près de 20 % chez les jeunes hommes et de 17 % chez les jeunes femmes⁵⁸. Au Royaume-Uni, le Center for Social Justice souligne qu'en 2024, environ 15,1 % des jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans n'avaient pas d'emploi, n'étaient pas aux études ni en formation, contre 11,2 % des jeunes femmes du même âge. Cette tendance fait état d'une divergence à long terme observée depuis le début des années 2000 au Royaume-Uni⁵⁹.

En revanche, en Asie centrale, les filles et les jeunes femmes sont plus susceptibles que les garçons et les jeunes hommes d'être sans emploi et de ne pas être aux études ni en formation à l'adolescence et au début de l'âge adulte. Cet écart entre les genres est étroitement lié aux rôles différenciés des hommes et des femmes, qui attribuent souvent aux femmes des tâches domestiques et de prestation de soins non rémunérées, tout en accordant la priorité à l'emploi rémunéré des hommes. Ces normes relatives aux genres constituent l'un des obstacles structurels à l'éducation et à la participation au marché du travail, favorisant le maintien de taux NEET élevés chez les femmes et les filles⁶⁰.

Au Canada, chez les jeunes femmes âgées de 20 à 29 ans sans diplôme universitaire, la baisse des taux d'emploi en 2023-2024 a été partiellement neutralisée par une participation accrue aux études postsecondaires, ce qui a entraîné un taux NEET relativement stable de 15,2 %. Chez les jeunes hommes de la même catégorie d'âge et ayant un niveau de scolarité semblable, la fréquentation des établissements d'études postsecondaires n'a pas augmenté, ce qui a entraîné une hausse de 1,3 % pour atteindre un taux NEET de 15,1 %. Ces résultats concordent avec le résultat d'autres études démontrant que les jeunes femmes sont plus susceptibles de faire des études postsecondaires et d'obtenir un diplôme que les jeunes hommes. Il convient de noter que les données canadiennes ont montré qu'en 2023-2024, l'augmentation des taux NEET a touché

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ The Centre for Social Justice, *Lost Boys : State of the Nation*, mars 2025; Jaclyn Layton, Genevieve Latour et Katherine Wall, *Jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation : tendances récentes*, Statistique Canada, 1^{er} mai 2025.

⁶⁰ UNICEF, *Gender Counts Central Asia : A quantitative assessment of gender inequality and its impact on girls and boys*, 2022.

de façon disproportionnée les groupes racisés, ce qui indique que tous les jeunes ne sont pas touchés de manière égale par les conditions changeantes du marché du travail⁶¹.

Dans l'ensemble, les taux NEET dans la région de l'OSCE reflètent les conditions macroéconomiques et les normes structurelles et relatives aux genres. La persistance des disparités entre les genres touchant les jeunes de tous les genres et les répercussions inégales entre les pays et les groupes de population soulignent la nécessité d'adopter des politiques ciblées pour les personnes les plus exposées, en fonction d'une analyse de la réalité de chaque pays.

ÉCARTS ENTRE LES GENRES AU CHAPITRE DE LA SANTÉ

La présente section examine les écarts entre les genres dans la région de l'OSCE en ce qui concerne la santé physique et mentale, y compris les préoccupations particulières liées au sentiment de perte de connexion chez les garçons et les hommes et les difficultés entourant la signification et la définition de la masculinité.

Santé physique et mentale

Des données récentes issues de l'étude de 2023 s'intitulant Global Burden of Disease, produites par des chercheurs de l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), montrent que le sexe biologique et les rôles de genre socialement construits sont un facteur dans l'évolution des risques de maladie et des résultats en matière de santé dans le monde entier. Ces différences apparaissent dès l'adolescence et prennent de l'ampleur avec l'âge en partie en raison des effets combinés des facteurs biologiques, des normes de genre et de l'accès inégal aux services de santé. À l'échelle mondiale, les hommes connaissent une mortalité plus élevée attribuable à des causes comme les accidents de la route, la violence et les maladies cardiovasculaires, tandis que les femmes sont plus susceptibles de vivre plus longtemps, mais avec un fardeau plus élevé de maladies chroniques non mortelles, y compris la dépression, l'anxiété et les troubles musculosquelettiques⁶². Selon Luisa Sorio Flor, chercheuse en santé publique ayant pris part à l'étude Global Burden of Disease, les taux de blessures sont plus élevés chez les garçons, en partie parce qu'ils sont plus susceptibles d'adopter des comportements à risque motivés par un excès de confiance et des attentes sociales envers la masculinité⁶³.

⁶¹ Jaclyn Layton, Genevieve Latour et Katherine Wall, [Jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation : tendances récentes](#), Statistique Canada, 1^{er} mai 2025.

⁶² Institute for Health Metrics and Evaluation, [Global Burden of Disease 2023: Findings from the GBD 2023 Study](#), 2025.

⁶³ Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

Dans la région de l'OSCE, on peut trouver des tendances semblables. Par exemple, en Asie centrale, les garçons sont deux fois plus susceptibles que les filles d'être blessés et d'adopter des comportements risqués, notamment en lien avec des homicides, le suicide, le tabagisme et les blessures accidentelles découlant d'accidents de la route. En revanche, les filles sont plus touchées par des maladies transmissibles, des problèmes de santé de la reproduction et des troubles nutritionnels, y compris l'anémie, en particulier au milieu de l'adolescence, sauf au Tadjikistan⁶⁴. L'abus d'alcool, y compris la consommation excessive d'alcool, qui touche environ un adolescent sur trois, autant chez les garçons que les filles, en Asie centrale, a été lié à des risques accrus de suicide, de blessures accidentelles et de violence interpersonnelle⁶⁵.

La santé mentale représente un autre domaine dans lequel les différences entre les sexes et les genres sont prononcées. À l'échelle mondiale, selon l'étude Global Burden of Disease, le nombre d'années de vie en santé perdues en raison de troubles de santé mentale chez les personnes âgées de 10 à 24 ans a considérablement augmenté depuis 1990, faisant état d'un fardeau croissant chez les adolescents de tous les genres⁶⁶. Bien que les adolescentes soient plus nombreuses que les adolescents à souffrir de problèmes de santé mentale en général, en particulier d'anxiété et de dépression, les garçons sont plus touchés par le trouble du déficit de l'attention avec hyperactivité, les troubles de comportement et les comportements agressifs⁶⁷. Il convient de noter que les taux de suicide sont beaucoup plus élevés chez les garçons et les hommes que chez les filles et les femmes, bien qu'il y ait des variations d'un pays à l'autre. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, en 2021, environ 727 000 personnes dans le monde se sont suicidées, les taux mondiaux étant 2,2 fois plus élevés chez les hommes et les garçons que chez les femmes et les filles. Entre 2000 et 2021, les taux de suicide dans le monde ont diminué de 35 %, sauf dans les Amériques, où le taux a augmenté de 17 %⁶⁸. Chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans dans les pays à revenu élevé, les taux de suicide chez les garçons sont trois fois plus élevés que chez les filles, ce qui souligne une préoccupation en matière de santé publique grave et genrée⁶⁹.

La santé mentale des jeunes LGBTQ+ dans la région de l'OSCE est également une source de préoccupation. Par exemple, 77 % des jeunes issus de la diversité sexuelle et de genre au Canada ont déclaré avoir « été la cible d'intimidation au cours de l'année précédente », comparativement

⁶⁴ UNICEF, [Gender Counts Central Asia: A quantitative assessment of gender inequality and its impact on girls and boys](#), 2022.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Organisation mondiale de la Santé (OMS), [Suicide worldwide in 2021 : Global Health Estimates](#), 2025.

⁶⁹ Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

à 69 % des jeunes cisgenres attirés exclusivement par un genre différent⁷⁰. Les jeunes LGBTQ+ ayant subi de l'intimidation sont aussi deux fois plus susceptibles que « les autres populations de jeunes victimes d'intimidation » de « décrire leur santé mentale comme étant mauvaise » et « d'avoir envisagé de s'enlever la vie ⁷¹».

Ces résultats soulignent la nécessité pour les responsables des politiques d'adopter des approches de la santé tenant compte du genre et du sexe. Comme l'ont souligné les chercheurs de l'IHME, pour lutter contre les inégalités entre les genres en matière de santé, il faut tenir compte non seulement de la santé des femmes et des filles, mais aussi des vulnérabilités particulières auxquelles font face les garçons et les hommes. Les chercheurs de l'IHME soutiennent que des stratégies sensibles au genre, fondées sur des données sur les différences entre les genres et adaptées à chaque pays, sont essentielles pour réduire les décès évitables, atténuer les incapacités à long terme et promouvoir des résultats en matière de santé équitables pour toutes les populations⁷².

Perte de lien et définition de la masculinité

Les experts ont averti que les problèmes de santé mentale chez les garçons et les hommes peuvent être exacerbés par ce qui a été décrit comme une « crise d'établissement de liens », caractérisée par un manque de relations de confiance vers lesquelles ils estiment pouvoir se tourner pour obtenir du soutien⁷³. Des organisations de la société civile aux États-Unis et au Royaume-Uni ont documenté ce phénomène et en ont fait état, notant également que certains garçons et hommes ont du mal à comprendre ce que signifie la masculinité dans la société contemporaine.

Les données probantes tirées des recherches menées par la société civile soulignent l'ampleur de cette question. Dans son rapport *The Voice of the Boys*, l'organisation Male Allies, se trouvant au Royaume-Uni, s'est appuyée sur des entrevues avec 1 000 garçons et a constaté que 81 % estimaient qu'il n'y avait pas assez d'espaces pour simplement « être un garçon » aujourd'hui, tandis que 72 % ont déclaré n'avoir de liens avec pas plus d'une personne qui les connaît « vraiment bien ». Le rapport souligne également que 79 % des garçons ne comprenaient pas clairement ce que signifie la masculinité, 65 % estimaient que l'école ne les préparait pas pour l'avenir et 54 % estimaient que les garçons font face à plus de défis que les filles aujourd'hui⁷⁴.

⁷⁰ Gouvernement du Canada, [Faits, statistiques et impact : Communautés 2ELGBTQI+](#).

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Allison Krugman, [How Gender and Sex Shape Disease](#), 3 mai 2024; Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

⁷³ Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

⁷⁴ Male Allies UK, [What do Boys think?](#).

Des tendances semblables ont été dégagées aux États-Unis. Une enquête menée en 2024 par le Pew Research Center a révélé que seulement 38 % des garçons âgés de 13 à 17 ans se sentaient à l'aise de parler de leur santé mentale avec des amis, contre 58 % des filles⁷⁵. Dans le même ordre d'idées, les recherches d'Equimundo, une organisation non gouvernementale, décrivent une « crise d'établissement de liens » chez les jeunes hommes aux États-Unis, aggravée par des incertitudes sur ce que signifie être un « homme bien [TRADUCTION] ». Selon Equimundo, cette combinaison crée un terrain fertile pour d'autres sources d'appartenance et peut faire en sorte que certains jeunes hommes cherchent une communauté en ligne au sein de la « manosphère », un réseau vague d'espaces numériques qui font la promotion de rôles de genre rigides, de la misogynie et d'une opposition au féminisme. Equimundo ajoute que bien que ces espaces puissent offrir un sentiment d'identité et d'appartenance, leur influence a été liée à des résultats négatifs, comme une moins bonne santé mentale et des risques accrus de violence envers les autres ou envers soi-même⁷⁶.

Des experts suggèrent que les schémas de socialisation jouent un rôle clé dans l'atteinte de ces résultats pour les garçons et les hommes. Selon le psychologue Englar-Carlson, les garçons sont souvent découragés d'exprimer leur vulnérabilité dès leur plus jeune âge, recevant des messages selon lesquels ils doivent supprimer leurs émotions ou « être durs », tandis que les filles sont plus susceptibles de voir leurs émotions reconnues et validées. Englar-Carlson soutient qu'au fil du temps, cela peut faire en sorte que les garçons ont moins d'outils émotionnels et moins de confiance dans l'expression de leurs sentiments, ce qui contribue davantage à l'isolement et à la réticence à chercher du soutien pendant les périodes de stress ou de crise⁷⁷.

Des chercheurs ont également souligné les changements structurels et culturels qui ont remodelé les rôles sociaux des hommes sans un changement correspondant au chapitre des attentes sociales entourant la masculinité et, en particulier, la paternité. Selon Richard V. Reeves, président fondateur de l'American Institute for Boys and Men, le rôle traditionnel de l'homme comme principal pourvoyeur du ménage a été grandement déconstruit dans une grande partie de l'hémisphère occidentale, les femmes ayant gagné une plus grande indépendance économique. Cependant, il soutient que les normes culturelles, et parfois les politiques publiques, continuent de « reposer sur un modèle obsolète de paternité », accusant du retard par rapport à la réalité économique. Ce décalage, suggère M. Reeves, a contribué à l'apparition aux États-Unis de pères qui éprouvent de l'incertitude quant à leurs rôles, n'ont pas de soutien institutionnel pour

⁷⁵ Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

⁷⁶ Equimundo, [The Manosphere, rewired: Understanding masculinities online and pathways for healthy connection](#), 2024.

⁷⁷ Helen Pearson, [Are boys really in crisis? What the science says in the age of the manosphere](#), *Nature*, 31 mars 2026.

participer pleinement à la prestation de soins et se sentent déconnectés à la fois de la vie familiale et des définitions élargies de la finalité masculine⁷⁸.

M. Reeves souligne que, pour tenir compte des défis auxquels font face les garçons et les hommes, il n'est pas nécessaire d'abandonner l'idéal de l'égalité des genres. Au contraire, il considère ces efforts comme le prolongement de celui-ci. Selon lui, alors que les mouvements féministes ont réussi à transformer la vie des femmes en augmentant les possibilités et en redéfinissant les rôles sociaux, la vie des hommes n'a pas encore fait l'objet d'une correction comparable. Il préconise l'élaboration d'une vision positive et tournée vers l'avenir de la masculinité qui va de pair avec les réalités économiques et sociales contemporaines et valorise les soins, la littératie émotionnelle et la responsabilité partagée. Cette approche, selon lui, doit également inclure un soutien ciblé pour aider les systèmes d'éducation à mieux répondre aux besoins des garçons, en particulier ceux qui se sentent marginalisés, désengagés ou incertains quant à leur avenir⁷⁹.

En dépit des défis mentionnés ci-dessus, l'étude *State of the World's Fathers* d'Equimundo, menée tous les deux ans depuis 2015, laisse entrevoir des progrès. Les résultats de 2023 font état d'un consensus croissant selon lequel les gouvernements devraient mettre en place des politiques publiques adéquates soutenant les responsabilités partagées en matière de soins dans une unité familiale. En fait, la recherche montre que de nombreux hommes prennent déjà part au travail de soins et sont prêts à en faire plus. Cependant, cette étude révèle également que de nombreux obstacles subsistent, ce qui ralentit les progrès pour assurer un partage égal des responsabilités en matière de soins⁸⁰.

PERCEPTIONS RELATIVES À L'ÉGALITÉ DES GENRES ET STÉRÉOTYPES

Les données probantes d'une enquête récente mettent en évidence un clivage marqué en ce qui concerne les attitudes du public à l'égard de l'égalité des genres ainsi que la persistance de certains stéréotypes genrés dans la région de l'OSCE, avec des différences décelées entre les genres et les groupes d'âge. Selon l'Eurobaromètre sur les stéréotypes fondés sur le genre, réalisé au début 2024 dans l'ensemble des 27 pays de l'UE, la plupart des personnes considèrent généralement l'égalité des genres comme bénéfique pour tous, et trois répondants sur quatre (73 % des hommes et 78 % des femmes) conviennent que les hommes bénéficient également de l'égalité des genres⁸¹.

En revanche, les opinions sont divisées sur la question à savoir si le féminisme est « allé trop loin », alors que 45 % des répondants étaient d'accord avec cette déclaration et 48 % étaient en

⁷⁸ Richard V. Reeves, « *Of Boys and Men: Why the modern male is struggling, why it matters, and what to do about it* », Brookings Institution Press, 2022 [TRADUCTION].

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Equimundo, [State of the World's Fathers: Centering care in a world in crisis](#), 2023.

⁸¹ Commission européenne, [Special Eurobarometer 545: Gender Stereotypes](#), décembre 2024.

désaccord. Les hommes sont beaucoup plus susceptibles que les femmes d'être d'accord avec cette affirmation (52 % contre 39 %) ⁸². De même, dans le cadre d'une enquête d'Ipsos menée en décembre 2025 et en janvier 2026 dans 29 pays, dont 14 États participants de l'OSCE ⁸³, 52 % des répondants ont convenu que « lorsqu'il s'agit de donner aux femmes des droits égaux à ceux des hommes, les choses sont allées assez loin dans mon pays », tandis que 40 % étaient en désaccord avec cette déclaration. Dans le cadre de cette même enquête, 54 % des hommes contre 38 % des femmes estimaient qu'ils en font déjà trop pour l'égalité ⁸⁴. En outre, 52 % des hommes contre 36 % des femmes interrogés par Ipsos estimaient que la recherche de l'égalité des genres est allée si loin qu'elle est discriminatoire à l'égard des hommes ⁸⁵.

Selon la Commission européenne, les résultats de l'Eurobaromètre sur les stéréotypes fondés sur le genre révèlent un clivage accru des opinions entre les jeunes femmes et les jeunes hommes, les jeunes hommes ayant tendance à être davantage d'accord avec les stéréotypes fondés sur le genre ⁸⁶. L'Eurobaromètre a révélé que 47 % des garçons et des hommes âgés de 15 à 24 ans sont d'accord pour dire que le féminisme est « allé trop loin », comparativement à 27 % des filles et des femmes du même âge, et 22 % ne sont pas d'accord pour dire que les hommes bénéficieraient également de l'égalité des genres, comparativement à 14 % des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans ⁸⁷. En outre, les répondants ayant pris part à l'enquête d'Ipsos étaient plus optimistes quant à ce que l'avenir réserve aux jeunes femmes qu'aux jeunes hommes, alors que 55 % des répondants pensaient que les jeunes femmes de leur pays aujourd'hui auraient une vie meilleure que les femmes de la génération de leurs parents, et que seulement 40 % pensaient que les jeunes hommes auraient une vie meilleure que les hommes de la génération de leurs parents ⁸⁸.

L'Eurobaromètre a également interrogé les répondants au sujet de leur perception des rôles de genre. En 2024, environ 40 % des répondants étaient d'accord pour dire que le rôle le plus important d'un homme est de gagner de l'argent et que le rôle le plus important d'une femme est de s'occuper de sa maison et de sa famille. Cela dit, des variations significatives ont été enregistrées entre les États membres de l'UE. Par exemple, 75 % des répondants en Slovaquie étaient d'accord pour dire que le rôle le plus important d'un homme est de gagner de l'argent, contre 11 % en Suède, et 74 % des répondants en Bulgarie étaient d'accord pour dire que le rôle

⁸² *Ibid.*

⁸³ Les 14 pays sont la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne, la Suède, la Türkiye, le Royaume-Uni et les États-Unis.

⁸⁴ Ipsos, [Mind the Gaps: Global Attitudes Toward Gender Equality in 2026](#), 5 mars 2026 [TRADUCTION].

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Commission européenne, [2025 Report on Gender Equality in the EU](#), 2025.

⁸⁷ Commission européenne, [Special Eurobarometer 545: Gender Stereotypes](#), décembre 2024.

⁸⁸ Ipsos, [Mind the Gaps: Global Attitudes Toward Gender Equality in 2026](#), 5 mars 2026.

le plus important d'une femme est de s'occuper de sa maison et de sa famille, contre 10 % des répondants au Danemark⁸⁹.

⁸⁹ Commission européenne, [Special Eurobarometer 545: Gender Stereotypes](#), décembre 2024.

CONCLUSION ET APPEL À L'ACTION

Au cours des trois dernières décennies, les engagements internationaux et l'action coordonnée ont contribué à améliorer la vie de nombreuses femmes et filles dans le monde, y compris dans les États participants de l'OSCE. Néanmoins, les progrès vers l'égalité des genres ont été inégaux et lents, avec des revers récents et des réactions défavorables croissantes. En réponse, la communauté internationale a réaffirmé ses engagements en faveur de l'égalité des genres dans des cadres, comme la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Comme le montre le présent rapport, les femmes et les filles de la région de l'OSCE continuent de subir des niveaux élevés de violence, ainsi que d'importantes inégalités économiques et politiques. Les stéréotypes et les normes fondés sur le genre profondément enracinés limitent encore les possibilités pour les femmes et les filles. En particulier, leurs seuls résultats scolaires n'ont pas suffi à combler l'écart entre les genres en ce qui concerne la participation au marché du travail et les revenus. La lutte contre les inégalités structurelles touchant les femmes et les filles reste essentielle dans la région de l'OSCE.

Du même coup, des données probantes montrent que les garçons et les hommes font face à des défis particuliers et croissants, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, et en ce qui concerne les normes restrictives en matière de genre. L'UNESCO fait valoir que, pour parvenir à un niveau de scolarité égal pour les garçons et les filles, il ne faut pas négliger les obstacles particuliers auxquels les garçons font face en éducation. Alors que les écarts entre les genres en matière d'inscription et de fréquentation scolaire se sont réduits, des schémas distincts et de plus en plus divergents sont évidents dans la façon dont les garçons et les filles évoluent dans le système d'éducation. De plus, les données probantes montrent que les écarts globaux entre les genres en matière d'éducation peuvent varier considérablement selon le pays et le niveau de revenu. Il est essentiel de comprendre ces variations pour promouvoir des résultats en matière d'éducation équitables et une autonomisation sociale élargie.

Mon rapport confirme également que l'égalité des genres n'est pas une initiative à somme nulle. Ne pas reconnaître que les garçons adolescents sont un groupe potentiellement vulnérable risque de nuire aux progrès pour tout le monde. Plutôt que de se concentrer sur les défis d'un groupe isolé, les données examinées dans le présent rapport soulignent l'importance de tenir compte des défis communs et se recoupant auxquels font face tous les jeunes, y compris en ce qui concerne la santé et l'éducation.

Pour conclure, je demande aux gouvernements et aux parlements des États participants de l'OSCE de s'engager durablement à élaborer des politiques exhaustives, fondées sur des données probantes et tenant compte des genres qui reposent sur une approche intersectionnelle. Une telle approche nécessite la collecte et une meilleure utilisation de données désagrégées, ainsi que des politiques adaptées aux besoins des différents groupes de population. De même, j'exhorte les

gouvernements et les parlements des États participants de l'OSCE à soutenir les efforts, en particulier ceux des organisations de la société civile, pour lutter contre les normes et les stéréotypes fondés sur le genre préjudiciables. Ce travail est essentiel pour favoriser la pleine égalité des genres et la cohésion sociale. Il est essentiel de prendre un engagement renouvelé en faveur d'une action ciblée, inclusive et fondée sur des données probantes si nous voulons que personne ne soit vraiment laissé pour compte.

PARTIE II : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DE L'AP OSCE SUR LES QUESTIONS DE GENRE EN 2025-2026

J'ai eu l'honneur d'être nommée de nouveau, cette fois pour un mandat de deux ans, au poste de représentante spéciale de l'AP OSCE sur les questions de genre par le président de l'AP OSCE, Pere Joan Pons, en septembre 2025. Depuis ma première nomination à ce poste en 2010, je m'emploie activement à promouvoir la discussion sur les questions de genre au sein de l'AP OSCE et de la communauté de l'OSCE plus généralement. L'année qui vient de s'écouler a été encore une fois très chargée pour moi. Vous trouverez ci-dessous un aperçu de mes activités au cours des 12 derniers mois.

RAPPORT DE 2025 SUR LE GENRE

En juin 2025, j'ai présenté mon rapport annuel sur les questions de genre. S'intitulant *La santé et les droits sexuels et reproductifs dans la région de l'OSCE – Protéger les acquis, contrer les menaces*, le rapport donne un aperçu des engagements internationaux en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR), met en évidence les menaces qui pèsent sur la SDSR et examine l'état de l'accès aux soins d'avortement et à la contraception moderne dans la région de l'OSCE⁹⁰.

Mon rapport souligne que la SDSR est essentielle pour assurer l'égalité des genres et les droits de la personne. Il souligne que des décennies de progrès mondiaux dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs sont désormais menacées par un clivage politique et social croissant et par les idéologies et les mouvements anti-genre. Les reculs réels et tentés au chapitre de la SDSR mettent en péril le bien-être des femmes, des filles, de la communauté LGBTQ+ et d'autres groupes marginalisés, et ont des conséquences graves et potentiellement à long terme. Pour contrer ces menaces, le rapport appelle les États participants de l'OSCE à éliminer les obstacles à la prestation de services de SDSR abordables et accessibles dans la région de l'OSCE. Plus précisément, il demande aux États participants de veiller à ce que leur cadre législatif et politique garantisse l'accès à la contraception et à des services d'avortement sécuritaires et qu'il respecte le principe d'égalité des genres. Il demande également aux États participants de l'OSCE d'adopter et de mettre en place des lignes directrices pertinentes, y compris les lignes directrices sur les soins liés à l'avortement de l'OMS publiées en 2022.

TABLE RONDE AVEC DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PORTUGAISES

Le 29 juin 2025, avant le début de la session annuelle de 2025, j'ai eu l'occasion de rencontrer des organisations de la société civile portugaise (OSC) à Porto, au Portugal. La réunion avait pour

⁹⁰ Hedy Fry, [La santé et les droits sexuels et reproductifs dans la région de l'OSCE – Protéger les acquis, contrer les menaces](#), Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, juin 2025.

objectif de mieux comprendre les questions de genre dans le pays et le rôle joué par les OSC locales pour soutenir la réalisation de l'égalité des genres. Les discussions ont porté sur diverses questions, notamment l'application peu stricte des lois sur l'égalité des genres; la marginalisation des droits des membres de la communauté LGBTQ+ et des femmes; l'intersectionnalité; les répercussions des politiques d'extrême droite et de la rhétorique anti-genre; le rôle des médias sociaux dans le clivage et la désinformation; et la résistance religieuse et culturelle à l'égalité des genres. Les participants ont également soulevé certaines questions auxquelles font face les OSC, comme les difficultés au chapitre du financement, et ont souligné la nécessité urgente de renforcer les partenariats entre le gouvernement et la société civile, et d'appliquer de manière pratique des plans d'égalité des genres et des réformes de l'éducation préscolaire pour intégrer la sensibilisation aux questions de genre aux programmes scolaires.

SESSION ANNUELLE DE 2025 À PORTO, AU PORTUGAL

Lors de la session annuelle de 2025 à Porto, au Portugal, j'ai été ravie de soutenir un point additionnel visant à renforcer le soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans la région de l'OSCE. Ce point additionnel, qui a été adopté sans amendement, exprimait la préoccupation que « les avancées dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs sont depuis peu menacées dans certaines parties du monde, y compris dans la région de l'OSCE, en raison d'idéologies et de campagnes antigénre, de lois et de divers autres obstacles ». Parmi ses recommandations, le point additionnel demandait aux États participants de l'OSCE « d'éliminer tous les obstacles qui empêchent d'offrir toute la gamme de soins et de services de santé sexuelle et reproductive universels, accessibles et financièrement abordables ». Il encourageait aussi les États participants de l'OSCE à « créer un contexte législatif qui permette aux organisations de la société civile de revendiquer l'accès à une gamme variée de sources de financement, y compris des sources privées et publiques, et ainsi d'accomplir leur travail dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs»⁹¹.

Au cours de la session annuelle, j'ai également soutenu les quatre amendements suivants aux résolutions des commissions générales et aux points additionnels :

- Un amendement à la résolution de la troisième Commission générale, qui encourageait les États participants de l'OSCE à accroître leur soutien à l'égalité des genres à l'échelle mondiale grâce à de nouveaux engagements pluriannuels en matière d'aide étrangère destinée à cette priorité.
- Trois amendements au point additionnel sur la réponse à l'hiver démographique (Gudrun Kugler, Autriche). Le premier soulignait l'importance de politiques visant à soutenir la santé des mères et des nouveau-nés. Le deuxième demandait aux États participants de l'OSCE d'adopter des politiques concernant le congé parental, et l'éducation et la garde des jeunes enfants. L'amendement comportait également un ajout pour reconnaître la diversité

⁹¹ Voir : AP OSCE, [Déclaration de Porto et ses résolutions](#), 32^e session annuelle, Porto, Portugal, du 29 juin au 3 juillet 2025.

des structures familiales. Le troisième amendement éliminait la mention de « proximité culturelle » en tant que critère pour la conception de politiques d'immigration ciblées.

Les quatre amendements ont été adoptés⁹².

Pendant la session annuelle, j'ai également organisé un déjeuner de travail sur les questions d'égalité des genres. Le thème du déjeuner de travail annuel de 2025 était le « renforcement du soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs dans la région de l'OSCE ». L'événement a été organisé conjointement avec la cheffe de la délégation portugaise à l'AP OSCE, Paula Cardoso. Au cours du déjeuner, les participants ont assisté à une présentation de Monica Ferro, directrice du Bureau de représentation du Fonds des Nations Unies pour la population à Londres, ainsi qu'à un discours de la présidente Kauma et du secrétaire général Montella.

Les présentations et les discussions qui ont suivi ont porté sur plusieurs questions, notamment les obstacles auxquels les parlements et les gouvernements des États participants de l'OSCE font face quand vient le temps de renforcer le soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. Les participants ont également fourni des pratiques exemplaires pour faire avancer la santé et les droits sexuels et reproductifs. Dans l'ensemble, les discussions ont fait ressortir un engagement commun à l'égard de la collaboration parlementaire pour faire progresser la SDRS ainsi que l'égalité des genres.

16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

Dans le cadre des 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le genre et pour marquer la Journée des droits de la personne, j'ai publié une déclaration et un message vidéo⁹³. Dans ma déclaration, j'ai exprimé mes préoccupations au sujet de la violence numérique contre les femmes et les filles, parfois aussi appelée violence fondée sur le genre facilitée par la technologie. Ce type de violence, qui peut prendre de nombreuses formes, y compris le harcèlement sexuel, la traque, les mauvais traitements fondés sur l'image, le trollage, la divulgation malveillante d'informations personnelles, les discours de haine misogynes ou genrés et la désinformation, devient de plus en plus courant. Dans ma déclaration, j'ai souligné le dangereux continuum entre la violence fondée sur le genre en ligne et hors ligne, soulignant que, trop souvent, la violence qui commence en ligne s'infiltré dans les espaces hors ligne, et vice versa. J'ai également exhorté les gouvernements et les parlements à agir de toute urgence pour réglementer les espaces en ligne et les outils d'intelligence artificielle afin de lutter contre ce fléau, tout en veillant à ce que de nouvelles mesures réglementaires ou stratégiques ne soient pas utilisées comme prétexte pour limiter les droits de la personne, y compris la liberté d'expression.

⁹² *Ibid.*

⁹³ AP OSCE, [16 Days of Activism in 2025: The Fight for Gender Equality Moves Online](#), communiqué de presse, 25 novembre 2025, et Hedy Fry, « [OSCE PA Special Rep on Gender Issues – Dr. Hedy Fry – 16 Days of Activism](#) », [Assemblée parlementaire de l'OSCE](#), YouTube, 4 décembre 2025.

DISCOURS LORS DE DIVERS ÉVÉNEMENTS

Le 18 décembre 2025, j'ai prononcé un discours de clôture lors du séminaire en ligne s'intitulant « La parité entre les sexes : pourquoi elle est importante et comment y parvenir [TRADUCTION] », organisé par l'AP OSCE et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH). Dans le cadre de mon discours, j'ai souligné les progrès réalisés dans les espaces de prise de décisions politiques au Canada, où les femmes représentent environ 30 % des députés et 55 % des sénateurs. En outre, j'ai incité les parlementaires à mettre en application une optique axée sur le genre dans le cadre de leur travail.

Le 19 février 2026, lors de la 25^e réunion d'hiver de l'AP OSCE à Vienne, en Autriche, j'ai prononcé un discours de clôture lors d'un événement parallèle organisé par le BIDDH en collaboration avec les délégations du Royaume-Uni et de la Macédoine du Nord sur le thème « Lutter contre la violence à l'égard des femmes en politique dans la région de l'OSCE : expériences et stratégies d'adaptation des femmes en politique [TRADUCTION] ». Cet événement parallèle a présenté les principales conclusions et les orientations pratiques mises en évidence dans le sixième outil de la boîte à outils du BIDDH sur la violence à l'égard des femmes en politique⁹⁴. Dans le cadre de mon discours, j'ai souligné que la violence contre tous les parlementaires, de tous les genres et de toutes les identités, est en hausse. Par exemple, au Canada, entre 2019 et 2024, nous avons constaté une augmentation choquante de plus de 700 % du nombre de cas de harcèlement de députés. La plupart de ces cas étaient liés à des menaces en ligne, mais il y a également eu une augmentation des menaces en personne et lors d'événements. J'ai souligné que la violence à l'égard des femmes en politique vise à réduire les femmes au silence et à préserver la domination masculine dans les espaces politiques. Elle affaiblit la représentation démocratique et limite la capacité des femmes de remettre en question le statu quo. J'ai également incité les parlementaires à s'attaquer aux deux principaux obstacles à la lutte contre la violence à l'égard des femmes en politique, c'est-à-dire le manque de données comparables et désagrégées et la sous-déclaration des menaces et des incidents.

SIXIÈME RÉUNION DU RÉSEAU INFORMEL SUR LES QUESTIONS DE GENRE

Le 12 février 2026, le Réseau informel sur les questions de genre de l'AP OSCE s'est réuni pour la sixième fois. Au cours de la discussion ouverte, entre autres sujets, les participants ont parlé de l'importance d'intégrer les perspectives des jeunes au processus de promotion de l'égalité des genres. Les participants ont également discuté de la décision de ne pas nommer de représentant spécial du président en exercice de l'OSCE sur l'égalité des genres pour la présidence suisse de 2026. Les participants ont convenu de soulever cette question lors de la 25^e réunion d'hiver de l'AP OSCE, à Vienne.

⁹⁴ Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE, « [Experiences and Coping Strategies of Women in Politics - Tool 6](#) », 31 décembre 2025.

TABLE RONDE AVEC DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUTRICHIENNES

Le 18 février 2026, avant la 25^e réunion d'hiver de l'AP OSCE à Vienne, en Autriche, j'ai rencontré des OSC locales se chargeant des questions de genre et des droits des personnes LGBTQ+. Au cours de cette visite, les OSC ont décrit la situation en Autriche en ce qui concerne l'égalité des genres et les droits des femmes et des membres de la communauté LGBTQ+. Entre autres questions, les participants ont discuté de certains des défis auxquels ils font face dans leur travail de promotion de l'égalité des genres. Par exemple, certains ont souligné les répercussions des réductions de financement sur leur capacité à fournir des services. Ils ont également parlé du rétrécissement de l'espace dont disposent les OSC pour plaider en faveur de l'égalité des genres en Europe. Ils ont également évoqué des défis sociétaux plus vastes auxquels font face les femmes autrichiennes, dont certains, selon eux, découlent de la tradition sociale-démocrate du pays, combinée à ses fortes valeurs patriarcales. Ils ont également noté un écart de rémunération important entre les genres en Autriche.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Le 6 mars 2026, j'ai publié une déclaration dans le cadre de la Journée internationale de la femme⁹⁵. Dans ma déclaration, j'ai noté que « l'objectif d'atteindre la pleine égalité pour les filles nées aujourd'hui reste à portée de main [TRADUCTION] ». J'ai également souligné certains domaines clés dans lesquels des progrès urgents doivent être réalisés, conformément au Programme d'action de Beijing+30, notamment la révolution numérique, vivre à l'abri de la pauvreté, l'éradication de la violence, un pouvoir décisionnel complet et égal, un rôle au chapitre de la paix et de la sécurité et la justice climatique.

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'OSCE

Le 15 avril 2026, j'ai adressé une lettre ouverte cosignée par 31 parlementaires de 18 États participants de l'OSCE au président en exercice de l'OSCE, M. Ignazio Cassis (Suisse). Cette lettre exprimait des préoccupations quant à la décision de ne pas nommer de représentant spécial sur les questions de genre du président en exercice de l'OSCE dans le cadre de la présidence suisse de 2026. Dans la lettre, j'ai souligné le fait que, en l'absence d'un représentant spécial sur les questions de genre du président en exercice de l'OSCE, le programme de l'OSCE en la matière risque de perdre en cohérence, en continuité et en visibilité, à un moment où la violence fondée sur le genre, les menaces à l'égard des défenseurs des droits de la femme et les conséquences générées des conflits deviennent de plus en plus évidentes dans la région de l'OSCE.

⁹⁵ AP OSCE, « [‘We must seize the moment’ : OSCE PA Special Representative on Gender Issues celebrates International Women’s Day](#) », 6 mars 2026.

CONSULTATION RELATIVE À UN POINT ADDITIONNEL

Le 7 mai 2026, j'ai tenu une rencontre virtuelle à laquelle ont participé plus de 20 OSC de l'ensemble de la région de l'OSCE, afin de recueillir une rétroaction sur l'ébauche de mon point additionnel, s'intitulant *Faire avancer l'égalité entre les genres pour les femmes, les filles, les garçons et les hommes dans la région de l'OSCE*. Au cours de la consultation, les participants ont fait des suggestions concernant les modifications à apporter au point additionnel et ont souligné les difficultés liées à l'égalité des genres dans leur pays. Entre autres éléments, les OSC ont suggéré d'ajouter des points au point additionnel sur les niveaux de violence fondée sur le genre dans la région de l'OSCE, les attaques contre la SDSR et la fermeture de l'espace pour les OSC pour mener des activités de défense des intérêts.

PARTIE III

La partie III du rapport évalue l'équilibre de représentation des genres au sein de l'AP OSCE et de son Secrétariat international, ainsi que dans les parlements des États participants de l'OSCE. De plus, on y trouve un aperçu de la répartition selon le genre des ambassadeurs et des représentants permanents de l'OSCE à Vienne⁹⁶.

SECTION I : ÉQUILIBRE ENTRE LES GENRES AU SEIN DE L'AP OSCE

Depuis sa création, l'AP OSCE est résolue à améliorer l'équilibre entre les genres au sein de ses structures et de ses délégations. L'une des initiatives les plus importantes à cette fin a été prise à la session annuelle de Vilnius, en 2009, lorsque la Commission permanente a convenu d'ajouter à l'article 1 du Règlement de l'AP OSCE une nouvelle subdivision se lisant comme suit : « Chaque délégation nationale doit être composée de représentants des deux sexes⁹⁷ ». Par ailleurs, l'AP OSCE a adopté en 2011 une résolution sur la représentation des femmes à l'AP OSCE⁹⁸ exhortant les parlements nationaux à augmenter la participation des femmes au sein de leurs délégations nationales de l'AP OSCE. La résolution a vu le jour en réponse au déséquilibre constaté entre les genres au sein des délégations nationales, alors que seulement 73 des 307 délégués (23,7 %) étaient des femmes. De plus, 17 des 57 délégations nationales se composaient uniquement d'hommes; et seules 10 femmes étaient cheffes de délégation.

Depuis l'adoption de la résolution en 2011, l'AP OSCE s'est engagée à renforcer le dialogue sur les sujets liés à l'égalité des genres, non seulement dans sa propre structure, mais également auprès des parlements nationaux. À la suite de la session annuelle tenue au Luxembourg en 2019, 2 des 15 résolutions adoptées portaient sur des enjeux liés à l'égalité des genres⁹⁹, en l'occurrence les avantages de la numérisation pour les politiques en faveur de l'égalité des genres et l'intégration des préoccupations pour l'égalité des genres et du point de vue de la jeunesse dans la lutte contre les changements climatiques.

⁹⁶ Les données de la Section II du rapport couvrent la période du 1^{er} juillet 2025 au 1^{er} juin 2026.

⁹⁷ Également présent dans le Règlement de l'AP OSCE, 21 mars 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.oscepa.org/en/documents/rules-of-procedure/1831-rules-of-procedure-french/file>.

⁹⁸ Résolution sur la représentation des femmes à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, 20^e session annuelle, du 6 au 10 juillet 2011. Accessible à l'adresse <https://www.oscepa.org/en/documents/annual-sessions/2011-belgrade/declaration-4/3031-belgrade-resolutions-fre/file>.

⁹⁹ Voir la [Déclaration de Luxembourg pour l'AP OSCE en 2019](#).

Le Secrétariat international de l'AP OSCE coopère activement avec les organes de l'OSCE à des initiatives et à des activités conjointes ayant trait à l'égalité des genres. De 2024 à 2026, l'AP OSCE a collaboré avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) à l'élaboration d'une étude intitulée « Enhancing Disability Inclusion in Parliament: A Methodology for Assessing Parliaments in the OSCE Region ». Dans cette étude, le BIDDH propose une méthodologie participative en six étapes permettant d'évaluer et de promouvoir l'inclusion des personnes handicapées aux processus parlementaires. Visant l'ensemble des états participants de l'OSCE, ce document se fonde sur des engagements internationaux comme la Convention relative aux droits des personnes handicapées¹⁰⁰ et les engagements de la dimension humaine de l'OSCE¹⁰¹.

Les 3 et 4 juin 2025, l'AP OSCE et le BIDDH, de concert avec la présidence finlandaise de l'OSCE de 2025, ont organisé à Helsinki l'atelier intitulé « Réaliser l'égalité des genres dans et par les parlements », dans le cadre duquel des parlementaires de toute la région de l'OSCE se sont réunis pour réaffirmer leur engagement à bâtir des parlements qui reflètent l'égalité et la diversité. *Les engagements de Helsinki sur les parlements sensibles au genre dans la région de l'OSCE* ont ainsi été adoptés. Ils visent la parité femmes-hommes, soit 50-50 entre les femmes et les hommes, ainsi que la représentation inclusive de toutes les voix, toutes générations et origines confondues¹⁰².

De plus, le 18 décembre 2025, l'AP OSCE et le BIDDH ont organisé conjointement un webinaire intitulé *Gender Parity: Why Is It Important and How to Make It Happen?*, qui a réuni plus de 120 participants de toute la région de l'OSCE, dont des parlementaires, du personnel parlementaire, des représentants de l'OSCE et des experts, afin de promouvoir des mesures concrètes visant à assurer une représentation égale des femmes et des hommes dans la prise de décisions politiques¹⁰³.

Enfin, au début de juin 2026, le président de l'AP OSCE, Pere Joan Pons, a pris la parole à la Conférence mondiale des femmes parlementaires de l'UIP, où il a abordé la culture, les règles et les pratiques parlementaires, et présenté des pratiques exemplaires de l'AP OSCE pour rendre les parlements plus sensibles au genre et exempts de stéréotypes et de discrimination.

¹⁰⁰ <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/crpd#:~:text=Le%20Comit%C3%A9%20des,dans%20le%20monde.>

¹⁰¹ <https://www.osce.org/odihr/human-dimension-commitments>

¹⁰² <https://odihr.osce.org/fr/node/592562>

¹⁰³ <https://www.oscepa.org/en/news-a-media/press-releases/2025/osce-pa-and-odihr-highlight-pathways-to-achieving-gender-parity-in-politics>

A. DONNÉES SUR LE RÉPERTOIRE DES MEMBRES

La composition de l'AP OSCE reste dominée par les hommes, comme lors des années précédentes. Actuellement, l'AP OSCE est composée de 166 femmes et de 341 hommes. Par conséquent, 66,21 % de ses membres (y compris les chefs de délégations, les membres et les membres remplaçants) sont des hommes.

Toutefois, depuis l'adoption de la résolution sur la représentation des femmes à l'AP OSCE en 2011, le nombre de femmes parmi les délégations continue d'augmenter. Comme on peut le voir à la **figure 1**, en juin 2026, la représentation féminine (qui comprend les chefs de délégation, les chefs adjoints de délégation, les membres et les membres remplaçants) à l'AP OSCE était de 33,79 %, ce qui était légèrement plus élevé que l'année précédente (32,6 %¹⁰⁴).

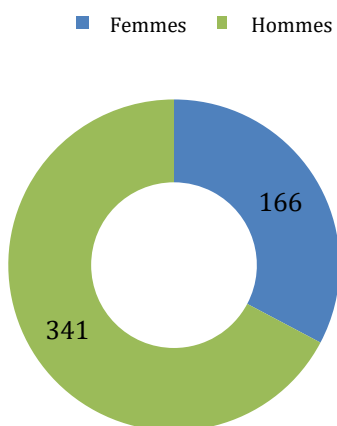


Figure 1 – Équilibre entre les genres chez les membres de l'AP OSCE (y compris les chefs de délégation, les chefs adjoints de délégation, les membres et les membres remplaçants) en juin 2026 (en pourcentage)

B. INITIATIVES VISANT À STIMULER LA PARTICIPATION DES FEMMES

Selon l'article 1.4 du Règlement de l'AP OSCE¹⁰⁵, chaque délégation nationale doit s'efforcer d'être composée de représentants des deux genres. Comme le montre la **figure 2**, le nombre de délégations exclusivement masculines est passé 10 en 2012 et en 2013, puis à 9 en 2014, avant de remonter à 10 en 2015, puis de retomber à 6 en 2016 et en 2017. En outre, le nombre de délégations exclusivement masculines est passé à 2 en 2018, en 2019 et en 2025, le niveau le plus faible jamais atteint. En date de juin 2026, quatre pays (la

¹⁰⁴ Voir le tableau A.1 à l'annexe A.

¹⁰⁵ Règlement de l'AP OSCE. Accessible à l'adresse <https://www.oscepa.org/en/documents/rules-of-procedure/1831-rules-of-procedure-french/file>.

Bosnie-Herzégovine, la Mongolie, la Slovaquie et l'Espagne) ne comptaient aucune femme dans leur délégation¹⁰⁶.

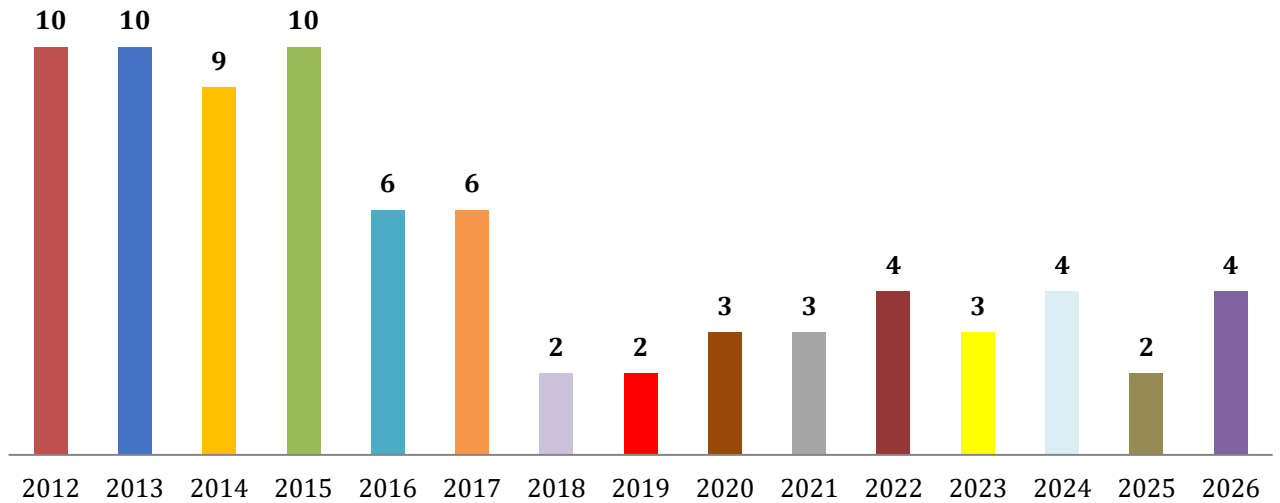


Figure 2 – Nombre de délégations ne comptant aucune femme parmi leurs membres (de 2012 à 2026), au mois de juin 2026

La **figure 3** ci-dessous présente les données ventilées par genre de l'AP, y compris les membres et les membres remplaçants¹⁰⁷.

¹⁰⁶ Voir le tableau A.2 à l'annexe A. Exception faite du Saint-Siège.

¹⁰⁷ Voir le tableau A.3 à l'annexe A.

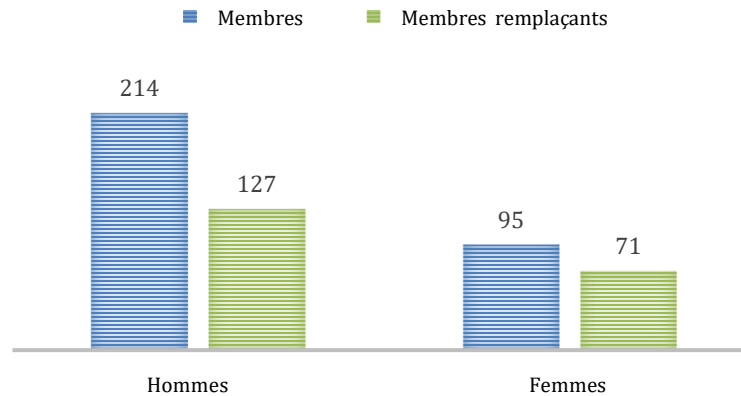


Figure 3 – Ventilation par genre de l'AP OSCE en date de juin 2026

C. ÉQUILIBRE ENTRE LES GENRES PARMIS LES MEMBRES DU BUREAU DE L'AP OSCE

Le Bureau de l'AP OSCE se compose du président, de huit vice-présidents, du trésorier, ainsi que de trois membres des bureaux de chacune des commissions générales. En juin 2026, le Bureau était composé de 19 membres, dont six femmes, soit un rapport de 68,42 % à 31,58 % en faveur des membres masculins (ce qui est inchangé depuis 2025). Il s'agit d'une amélioration de la représentation des femmes par rapport aux années 2022, 2023 et 2024, où les femmes représentaient 26,32 % de l'effectif du Bureau.

Comme le montre la **figure 4**, la représentation féminine au Bureau a atteint en 2026 l'objectif de 30 % recommandé dans la résolution de 2011 sur la représentation des femmes à l'AP OSCE¹⁰⁸.

¹⁰⁸ Voir le tableau A.4 à l'annexe A.

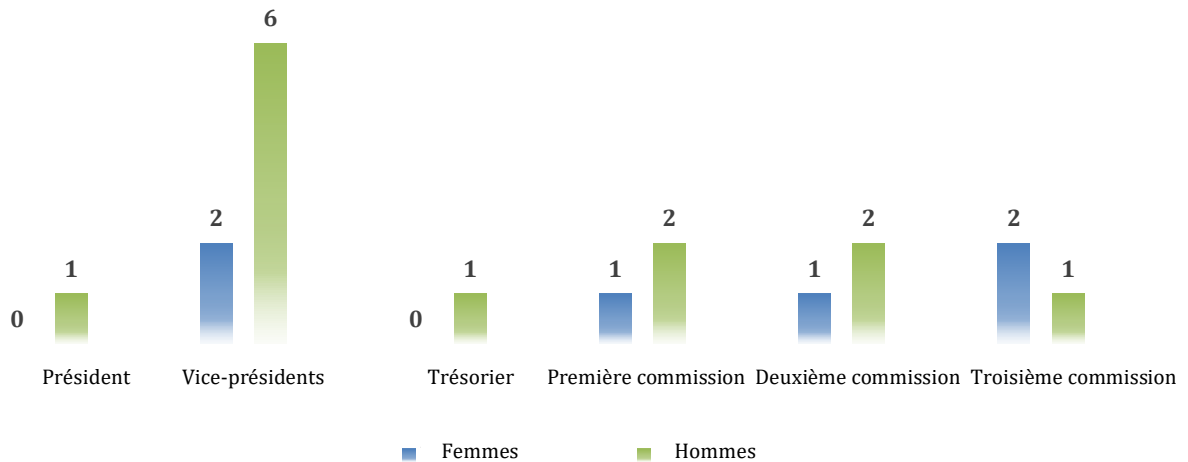


Figure 4 – Équilibre entre les genres au sein des membres du Bureau de l'AP OSCE en juin 2026

1. Femmes à la présidence et à la vice-présidence de l'AP OSCE

L'actuel président est un homme, Pere Joan Pons. L'équilibre entre les genres aux postes de président et de vice-présidents de l'AP OSCE a varié au fil des années. Entre 1992 et 2026, 16 hommes et seulement 4 femmes ont assuré la présidence.

Les femmes ayant exercé la présidence sont Pia Kauma (Finlande, 2023-2025), Margareta Cederfelt (Suède, 2021-2023), Christine Muttonen (Autriche, 2016-2017) et Helle Degn (Danemark, 1998-2000).

2. Membres des bureaux des commissions générales de l'AP OSCE

À la suite de la session annuelle de 2025, la représentation entre les genres au sein des bureaux des commissions générales de l'AP OSCE est proche de la parité, cinq hommes et quatre femmes y siègent. Il s'agit d'une amélioration par rapport à l'année précédente, où six hommes et trois femmes occupaient ces postes.

3. Représentants spéciaux de l'AP OSCE

Selon le Règlement de l'AP OSCE, le président peut nommer des représentants spéciaux pour agir en son nom, notamment en engageant le dialogue et en participant à des activités visant à promouvoir les objectifs de l'AP OSCE. Chaque année, le nombre de représentants spéciaux varie en fonction des priorités de l'AP et des besoins de traiter certains sujets.

En juin 2026, 8 représentants spéciaux sur 17 (47 %) étaient des femmes (voir la **figure 5**)¹⁰⁹. Chaque nomination est assortie d'un mandat de deux ans.

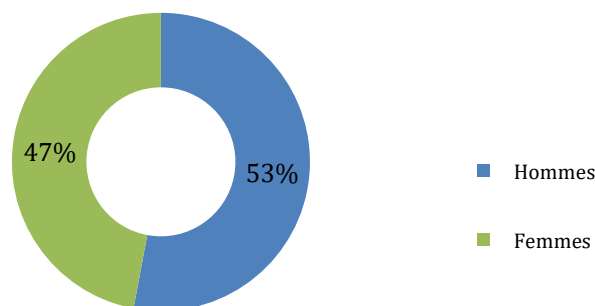


Figure 5 – Équilibre entre les genres parmi les représentants spéciaux de l'AP OSCE en juin 2026 (en pourcentage)

D. PARTICIPATION DES FEMMES AUX RÉUNIONS STATUTAIRES

1. Session annuelle de 2025

Le nombre de femmes parlementaires ayant participé aux sessions annuelles a légèrement augmenté en 2025 par rapport à 2024. Comme le montre la **figure 6**, 246 membres et membres remplaçants ont participé à la session annuelle de l'AP OSCE de 2025, à Porto. De ce nombre, 85 étaient des femmes (34,55 %) et 161 des hommes¹¹⁰. En 2024, 30,35 % des participants étaient des femmes; en 2023, ce pourcentage atteignait 34,25 %¹¹¹.

¹⁰⁹ Voir le tableau A.5 à l'annexe A.

¹¹⁰ Voir le tableau A.6 à l'annexe A.

¹¹¹ Voir le tableau A.6.1 à l'annexe A.

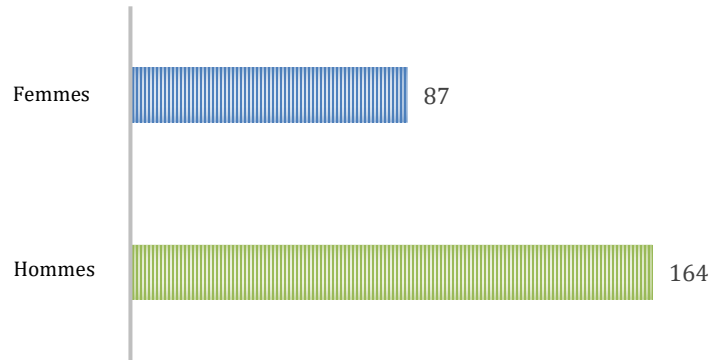


Figure 6 – Ventilation par genre de la participation des parlementaires à la session annuelle de l'AP OSCE de 2025, à Porto

2. Réunion d'automne 2025

Au total, 191 membres et membres remplaçants ont participé à la réunion d'automne de 2025, à Istanbul. De ce nombre, 66 (34,55 %) étaient des femmes et 125 des hommes¹¹².

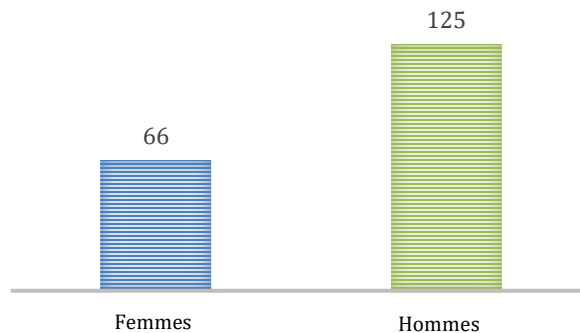


Figure 7 – Ventilation par genre de la participation des parlementaires à la réunion d'automne 2025 de l'AP OSCE

3. Réunion d'hiver 2026

Au total, 297 membres et membres remplaçants ont participé à la réunion d'hiver de 2026, dont 74 (24,92 %) étaient des femmes et 223 des hommes¹¹³.

¹¹² Voir le tableau A.7 à l'annexe A.

¹¹³ Voir le tableau A.8 à l'annexe A.

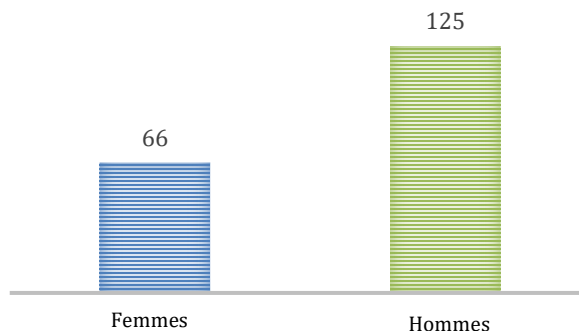


Figure 8 – Ventilation par genre de la participation des parlementaires à la réunion d’hiver 2026 de l’AP OSCE (en pourcentage)

E. PARTICIPATION DES FEMMES AUX COMMISSIONS AD HOC DE L’AP OSCE

La participation des femmes aux commissions ad hoc a varié au fil des années. En date de juin 2026, l’AP OSCE comptait quatre commissions ad hoc, soit la Commission ad hoc sur la lutte contre le terrorisme, la Commission ad hoc sur la migration, l’Équipe parlementaire de soutien pour l’Ukraine et la Sous-commission du règlement. Comme le montre la **figure 9**, les femmes représentent moins de 50 % des participants aux quatre commissions¹¹⁴.

A.9 Participation aux commissions ad hoc de l’AP OSCE			
Au 1 ^{er} juin 2026			
	Parlementaires	Femmes	% de femmes
Commission ad hoc sur la lutte contre le terrorisme	12	4	33,33 %
Commission ad hoc sur la migration	17	8	47 %
Équipe parlementaire de soutien pour l’Ukraine	18	5	27,78 %
Sous-commission du règlement	12	4	33,33 %

Figure 9 – Participation des femmes aux commissions ad hoc de l’AP OSCE en date de juin 2026 (en pourcentage)

F. PARTICIPATION DES FEMMES AUX MISSIONS D’OBSERVATION DES ÉLECTIONS DE L’AP OSCE EN 2025–2026

De juillet 2025 à juin 2026, le nombre total de femmes parlementaires ayant participé aux missions d’observation des élections de l’OSCE était de 94, ce qui représentait 29,28 % du nombre total d’observateurs déployés (321). La **figure 10** montre la ventilation par genre des quatre missions d’observation des élections qui ont eu lieu au cours de la période visée¹¹⁵.

¹¹⁴ Voir le tableau A.9 à l’annexe A.

¹¹⁵ Voir le tableau A.10 à l’annexe A.

A.10 Participation aux missions d'observation des élections de l'AP OSCE			
Du 1 ^{er} juillet 2025 au 1 ^{er} juin 2026			
Élections observées	Parl eme ntai res	Femme s	% de femmes
Élections parlementaires, Moldova (28 septembre 2025)	79	26	32,91 %
Élections parlementaires, Kirghizistan (30 novembre 2025)	56	15	26,78 %
Élections parlementaires, Hongrie (12 avril 2026)	108	26	24,07 %
Élections présidentielles, Arménie (7 juin 2026)	78	27	34,62 %
Total	321	94	29,28 %

Figure 10 – Participation des femmes aux missions d'observation des élections de l'AP OSCE, 2025-2026 (en pourcentage)

G. ACTIVITÉS ET RÉUNIONS SUR PLACE ET EN LIGNE

En plus de tenir des réunions statutaires, l'AP OSCE conçoit et coorganise, en coopération avec les délégations nationales et les organes de l'OSCE, différentes activités sur place et en ligne.

Dans le cadre de deux réseaux informels – celui des jeunes parlementaires et celui de l'égalité des genres – les parlementaires sont invités à mettre en lumière des enjeux clés et à trouver de nouvelles façons de coopérer, de communiquer les pratiques exemplaires et de relever les défis auxquels font face les États participants de l'OSCE.

1. Réseau informel des jeunes parlementaires

Le réseau informel des jeunes parlementaires de l'AP OSCE, qui s'adresse aux parlementaires de moins de 40 ans, a été lancé à Washington, en 2020, à l'initiative de jeunes parlementaires. Durant la période visée par le présent rapport, de juillet 2025 à juin 2026, le réseau a tenu trois rencontres : à Chypre, où la représentation féminine s'est établie à 40 %; en Türkiye, où 12 jeunes parlementaires ont participé à la réunion, dont 33,33 % étaient des femmes; et lors de la 26^e session d'hiver, à Vienne, où les femmes représentaient 25 % des participants, soit 2 des 8 participants. Dans l'ensemble, pendant la période visée par le présent rapport, les femmes ont représenté moins de la moitié des participants – 12, ou 34,28 % du total (voir la figure 11 ci-dessous).

A.11 Participation aux rencontres du réseau informel des jeunes parlementaires				
Du 1 ^{er} juillet 2025 au 1 ^{er} juin 2026				
Liste des rencontres	Parlementaires	Femmes	Hommes	% de femmes
Visite à Chypre (du 17 au 19 septembre 2025)	15	6	9	40 %

Visite à Istanbul (16 novembre 2025)	12	4	8	33,33 %
Visite à Vienne (18 février 2026)	8	2	6	25 %
Total	35	12	23	34,28 %

Figure 11 – Participation aux rencontres du réseau informel des jeunes parlementaires, 2025–2026 (en pourcentage)

2. Réseau informel sur l'égalité des genres

Ce réseau vise à rassembler un groupe diversifié de parlementaires pour discuter de l'égalité des genres et de la diversité de genre dans les États participants de l'OSCE. Les participants à ce réseau souhaitent, par leurs interactions informelles, dégager les domaines où l'on constate des progrès, mais aussi cibler les obstacles qui nuisent à une meilleure égalité dans les États participants de l'OSCE, au sein de l'AP et des autres structures de l'OSCE, et dans le cadre de l'approche sur les femmes, la paix et la sécurité.

Sous la conduite de la D^{re} Fry, le réseau informel sur l'égalité des genres a tenu six séances de discussion en ligne (le 27 octobre 2022, le 25 janvier 2023, le 26 mai 2023, le 23 janvier 2024, le 16 janvier 2025 et le 12 février 2026); il continuera ses activités à l'appui du mandat de la représentante spéciale. Globalement, beaucoup plus de femmes (80,86 %) que d'hommes ont pris part aux rencontres du réseau, comme l'illustre la **figure 12** ci-dessous¹¹⁶.

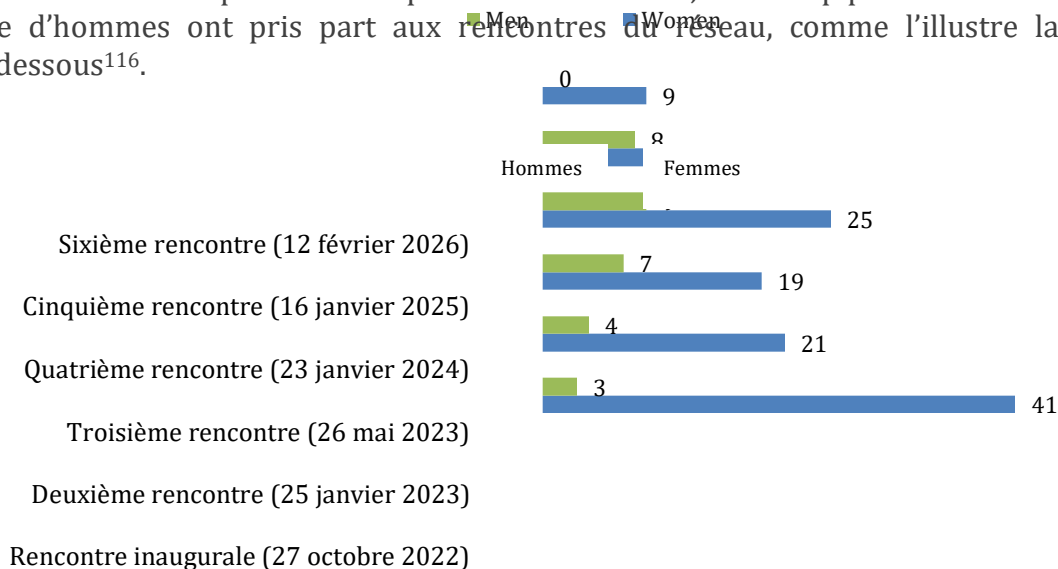


Figure 12 : Participation aux rencontres du réseau informel sur l'égalité des genres (2022-2026)

¹¹⁶ Voir le tableau A.12 à l'annexe A.

3. Participation aux événements ouverts à l'ensemble de l'AP OSCE en 2025-2026

Deux événements ouverts à l'ensemble de l'AP OSCE ont eu lieu entre le 1^{er} juillet 2025 et le 1^{er} juin 2026. Il s'agit des événements suivants :

1. Séminaire en ligne AP OSCE-BIDDH : *Gender parity – Why it is important and how to make it happen* [EN ANGLAIS SEULEMENT]
2. Événement parallèle du BIDDH – Réunion d'hiver 2026 de l'AP OSCE : *Addressing Violence against Women in Politics in the OSCE Region* [EN ANGLAIS SEULEMENT]

La **figure 13** illustre quelle a été la participation des parlementaires à ces événements¹¹⁷.

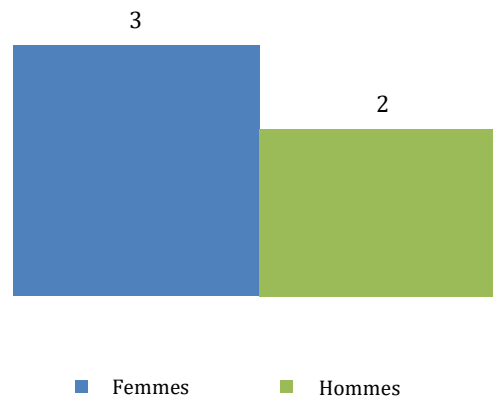


Figure 13 – Participation aux événements ouverts à l'ensemble de l'AP OSCE, 2025-2026

SECTION II: ÉGALITÉ DES GENRES AU SEIN DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE L'AP OSCE

A. PERSONNEL PERMANENT

Comme le montre la **figure 14**, le personnel permanent du Secrétariat international de l'AP OSCE, y compris aux bureaux de Copenhague et de Vienne, est actuellement composé du secrétaire général et de 24 personnes – 12 hommes et 12 femmes¹¹⁸. Les postes de secrétaire général et de secrétaire général adjoint de l'AP OSCE sont occupés par des hommes. Des changements aux postes de haute direction ont été apportés après la session annuelle de 2021 en vue d'assurer une meilleure égalité entre les genres au niveau supérieur de la prise de décisions.

¹¹⁷ Voir le tableau A.13 à l'annexe A.

¹¹⁸ Voir le tableau A.14 à l'annexe A.

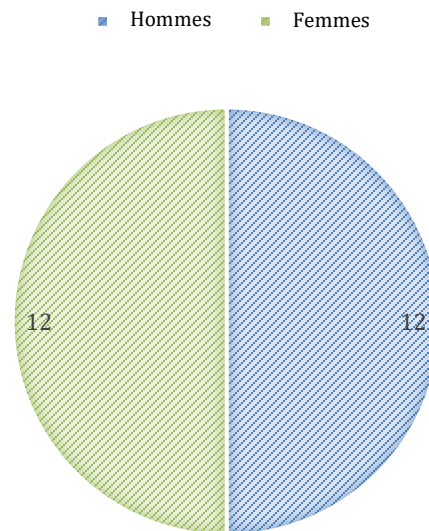


Figure 14 – Composition par genre du personnel permanent du Secrétariat international de l'AP OSCE en juin 2026

B. PROGRAMME D'ADJOINTS DE RECHERCHE

Dans le cadre de son programme d'adjoints de recherche, le Secrétariat international de l'AP OSCE embauche régulièrement de nouveaux diplômés, âgés au plus de 28 ans, pour l'aider dans son travail quotidien. Les adjoints de recherche participants, engagés pour une période de six mois, acquièrent une expérience pratique dans le domaine des affaires internationales et perfectionnent leurs connaissances des affaires internationales politico-militaires, économiques, environnementales et liées aux droits de la personne, tout en renforçant leurs compétences professionnelles dans des domaines liés aux travaux de l'AP. En juin 2026, quatre adjoints de recherche travaillaient au Secrétariat international à Copenhague et quatre au bureau de Vienne, soit trois hommes et cinq femmes, pour un total de huit personnes.

REPRÉSENTATION DES FEMMES AU SEIN DES PARLEMENTS NATIONAUX DES ÉTATS PARTICIPANTS DE L'OSCE

Selon les données fournies par l'Union interparlementaire (UIP), la représentation des femmes dans les parlements des États participants de l'OSCE a fluctué ces dernières années. La représentation totale des femmes dans les organes législatifs des États participants de l'OSCE s'élevait à 29 % en 2020. Elle a augmenté en 2021, se chiffrant à 38 %, avant de retomber à 30,75 % en 2022 et en 2023. Depuis, la représentation des femmes dans les

parlements nationaux des États participants de l'OSCE a augmenté, pour atteindre 30,86 % en 2024, 31,40 % en 2025 et 32,37 % en mai 2026¹¹⁹.

Au sein de la région de l'OSCE, Chypre reste le pays ayant le plus faible pourcentage de femmes au sein de son parlement (14,3 %), suivie de la Géorgie (16 %). En revanche, Andorre (50 %) affiche la plus forte représentation de femmes dans ses organes législatifs, suivie par le Danemark (48 %).

ÉQUILIBRE ENTRE LES GENRES CHEZ LES AMBASSADEURS ÉTABLIS À VIENNE ET LES REPRÉSENTANTS PERMANENTS AU CONSEIL PERMANENT DE L'OSCE

Cette dernière section montre la composition par genre des ambassadeurs/représentants permanents auprès du Conseil permanent de l'OSCE à Vienne en juin 2026¹²⁰. Ce groupe comprend les ambassadeurs et les représentants permanents des 57 États participants, l'ambassadeur de l'Union européenne, les ambassadeurs des 11 partenaires pour la coopération de l'OSCE et l'ambassadeur de l'AP OSCE au Conseil permanent.

Comme le montre la **figure 15**, 70,77 % des ambassadeurs sont des hommes, tandis que 29,23 % sont des femmes, ce qui est inchangé depuis 2025.

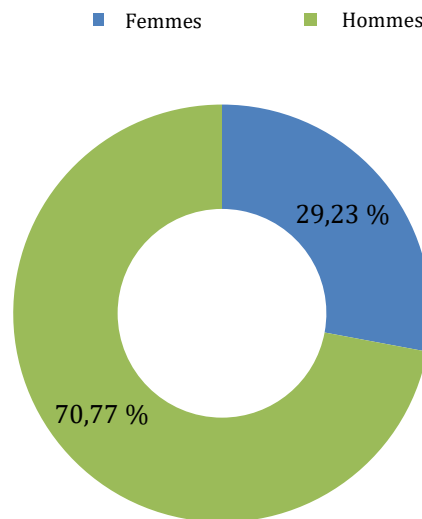


Figure 15 – Ambassadeurs et représentants permanents auprès du Conseil permanent de l'OSCE en juin 2026 (en pourcentage)

¹¹⁹ Voir le tableau A.15 à l'annexe A.

¹²⁰ Voir le tableau A.16 à l'annexe A.

ANNEXE A

Tableau A.1

A.1 Composition de l'AP OSCE				
au 1 ^{er} juin 2026				
	Femmes	Hommes	Femmes en %	Total
Membres de l'AP OSCE	166	341	33,79 %	507

Tableau A.2

A.2 Nombre de délégations ne comptant aucune femme parmi leurs membres (de 2011 à 2026)	
au 1 ^{er} juin 2026	
2013	10
2014	9
2015	10
2016	6
2017	6
2018	2
2019	2
2020	3
2021	3
2022	4
2023	3
2024	4
2025	2
2026	4

Tableau A.3

A.3 Ventilation par genre de l'AP OSCE				
au 1 ^{er} juin 2026				
	Femmes	Hommes	Femmes en %	Total
Membres de l'AP OSCE	95	214	27,86%	341
Membres remplaçants de l'AP OSCE	71	127	42,78%	166
Total	166	341	33,79 %	507

Tableau A.4

A.4 Équilibre entre les genres au sein des membres du Bureau de l'AP OSCE
au 1 ^{er} juin 2026

	Femmes	Hommes	Total
Président	0	1	1
Vice-présidents	2	6	8
Trésorier	0	1	1
Première commission	1	2	3
Deuxième commission	1	2	3
Troisième commission	2	1	3
Total	6	13	19

Tableau A.5

A.5 Équilibre entre les genres parmi les représentants spéciaux de l'AP OSCE		
au 1 ^{er} juin 2026		
	Hommes	Femmes
Représentant spécial pour l'Arctique et le Grand Nord	1	
Représentant spécial en matière d'intelligence artificielle		1
Représentant spécial pour l'Asie centrale	1	
Représentant spécial en matière de changements climatiques		1
Représentant spécial pour la lutte contre le crime organisé	1	
Représentant spécial pour la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et la discrimination		1
Représentant spécial sur le changement démographique et la sécurité		1
Représentant spécial pour la lutte contre la corruption		1
Représentant spécial sur les questions de genre		1
Représentant spécial pour les enjeux liés à la traite des personnes	1	
Représentant spécial pour les affaires méditerranéennes	1	
Représentant spécial pour les prisonniers politiques	1	
Représentant spécial pour le Caucase du Sud	1	
Représentant spécial pour l'Europe du Sud-Est	1	
Représentant spécial pour l'engagement des jeunes		1
Total	9	8

Tableau A.6

A.6 Participation à la session annuelle de 2025 de l'AP OSCE, à Porto	
Total hommes	164
Total femmes	87
Total	251

Tableau A.6.1

A.6.1 Participation aux sessions annuelles de l'AP OSCE (2010-2025)				
	Femmes	Hommes	% de femmes	total
2010	50	186	21 %	236
2011	55	169	24,50 %	224
2012	61	185	25 %	246
2013	67	178	27 %	245
2014	74	180	29 %	254
2015	63	182	25,70 %	245
2016	75	205	26,80 %	280
2017	60	173	25,70 %	233
2018	79	202	28 %	281
2019	70	200	26 %	270
2020	Annulée (pandémie de COVID-19)			
2021 (à distance)	22	57	27,80 %	79
2022	73	162	31,06 %	235
2023	75	145	34,25 %	220
2024	61	140	30,35 %	201
2025	85	161	34,55 %	246

Tableau A.7

A.7 Participation à la réunion d'automne de l'AP OSCE, à Istanbul (2025)	
Femmes	66
Hommes	125
% de femmes	34,55 %
Total	191

Tableau A.8

A.8 Participation à la réunion d'hiver de l'AP OSCE, à Vienne (2026)	
Femmes	74
Hommes	223

% de femmes	24,92 %
Total	297

Tableau A.9

A.9 Participation aux commissions ad hoc de l'AP OSCE			
Au 1^{er} juin 2026			
	Parlementaires	Femmes	% de femmes
Commission ad hoc sur la lutte contre le terrorisme	12	4	33,33 %
Commission ad hoc sur la migration	17	8	50,00 %
Équipe parlementaire de soutien pour l'Ukraine	18	5	27,78 %
Sous-comité du règlement	12	4	33,33 %
Total	64	25	39,06 %

Tableau A.10

A.10 Participation aux missions d'observation des élections de l'AP OSCE			
Du 1^{er} juillet 2025 au 1^{er} juin 2026			
Élections observées	Parlementaires	Femmes	% de femmes
Élections parlementaires, Moldova (28 septembre 2025)	79	26	32,91 %
Élections parlementaires, Kirghizistan (30 novembre 2025)	56	15	26,78 %
Élections parlementaires, Hongrie (12 juin 2026)	108	26	24,07 %
Élections présidentielles, Arménie (7 juin 2026)	78	27	34,62 %
Total	321	94	29,28 %

Tableau A.11

A.11 Participation aux rencontres du réseau informel des jeunes parlementaires				
Du 1 ^{er} juillet 2025 au 1 ^{er} juin 2026				
Liste des rencontres	Parlementaires	Femmes	Hommes	% de femmes
Visite à Chypre (du 17 au 19 septembre 2025)	15	6	9	40 %
Visite à Istanbul (16 novembre 2025)	12	4	8	33,33 %
Visite à Vienne (18 février 2026)	8	2	6	25 %
Total	35	12	23	34,28 %

Tableau A.12

A.12 Participation aux rencontres du réseau informel sur l'égalité des genres				
1 ^{er} juillet 2022 au 1 ^{er} juin 2026				
Liste des rencontres	Parlementaires	Femmes	Hommes	% de femmes
Rencontre inaugurale (27 octobre 2022)	44	41	3	93,18 %
Deuxième rencontre (25 janvier 2023)	25	21	4	84 %
Troisième rencontre (26 mai 2023)	26	19	7	73,08 %
Quatrième rencontre (23 janvier 2024)	34	25	9	73,58 %
Cinquième rencontre (16 janvier 2025)	24	16	8	66,66 %
Sixième rencontre (12 février 2026)	9	9	0	100 %
Total	162	131	31	80,86 %

Tableau A.13

A.13 Participation aux événements ouverts à l'ensemble de l'AP OSCE, 2025-2026				
1 ^{er} juillet 2025 au 1 ^{er} juin 2026				
Liste des rencontres	Parlementaires	Femmes	Hommes	% de femmes
Webinaire AP OSCE-BIDDH : <i>Gender parity - Why it is important and how to make it happen</i> (18 décembre 2025)	5	3	2	60,00 %
Événement parallèle du BIDDH – Réunion d'hiver 2026 de l'AP OSCE : <i>Addressing Violence against Women in Politics in the OSCE Region</i>	7	6	1	85,71 %
Total	12	9	3	75,00 %

Tableau A.14

A.14 Composition par genre du personnel permanent du Secrétariat international de l'AP OSCE	
au 1 ^{er} juin 2026	
Femmes	12
Hommes	12

Tableau A.15

A.15 Femmes au sein des parlements nationaux des États participants de l'OSCE (selon les données de l'Union interparlementaire)				
Au 1^{er} mai 2026				
	Parleme ntaires	Femmes	Hommes	% de femmes
Total	14 318	4 635	9 683	32,37 %

Tableau A.16

A.16 Équilibre entre les genres chez les ambassadeurs et les représentants permanents auprès du Conseil permanent de l'OSCE, à Vienne, par pays		
au 1^{er} juin 2026		
États participants	États participants ayant un ambassadeur ou un représentant permanent	États participants ayant une ambassadrice ou une représentante permanente
Albanie	0	1
Andorre	1	0
Arménie	1	0
Autriche	1	0
Azerbaïdjan	1	0
Bélarus	1	0
Belgique	1	0
Bosnie-Herzégovine	0	1
Bulgarie	1	0
Canada	0	1
Croatie	1	0
Chypre	1	0
République tchèque	1	0
Danemark	1	0
Estonie	0	1
Finlande	1	0
France	0	1
Géorgie	1	0
Allemagne	0	1
Grèce	1	0
Saint-Siège	1	0
Hongrie	1	0
Islande	0	1
Irlande	1	0
Italie	1	0
Kazakhstan	1	0

Kirghizistan	0	1
Lettonie	1	0
Liechtenstein	1	0
Lituanie	1	0
Luxembourg	1	0
Malte	0	1
Moldova	0	1
Monaco	1	0
Mongolie	1	0
Monténégro	1	0
Pays-Bas	0	1
Macédoine du Nord	1	0
Norvège	0	1
Pologne	1	0
Portugal	1	0
Roumanie	1	0
Fédération de Russie	1	0
Saint-Marin	0	1
Serbie	1	0
Slovaquie	1	0
Slovénie	0	1
Espagne	1	0
Suède	0	1
Suisse	1	0
Tadjikistan	1	0
Royaume-Uni	1	0
États-Unis	/	/
Türkiye	0	1
Turkménistan	1	0
Ukraine	1	0
Ouzbékistan	1	0
Union européenne	0	1
Afghanistan (partenaire de coopération)	/	/
Algérie (partenaire pour la coopération)	1	0
Australie (partenaire pour la coopération)	0	1
Égypte (partenaire pour la coopération)	1	0
Israël (partenaire pour la coopération)	1	0
Japon (partenaire pour la coopération)	1	0
Jordanie (partenaire pour la coopération)	1	0
Maroc (partenaire pour la coopération)	1	0

République de Corée (partenaire pour la coopération)	1	0
Thaïlande (partenaire pour la coopération)	0	1
Tunisie (partenaire de coopération)	1	0
AP OSCE	1	0
Total général	49	19

